

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 31 mai 1991, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur les faillites", et en ayant délibéré en ses séances des 23 septembre, 30 septembre, 7 octobre, 21 octobre et 28 octobre 1991, a donné le 28 octobre 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 mei door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van "faillissementswet", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 23 september, 30 september, 7 oktober, 21 oktober en 28 oktober 1991, en op 28 oktober 1991 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

Les mots "ou toute société commerciale" doivent être omis, parce que le mot "commerçant" vise d'une manière générique aussi bien le commerçant, personne physique, que le commerçant, société commerciale.

La distinction faite par l'auteur du projet paraît se justifier, à ses yeux, par le souci d'exclure du champ d'application de l'article 1er, les associations sans but lucratif. Or, celles-ci, si elles poursuivent un but de lucre, seront, comme auparavant, disqualifiées par les cours et tribunaux et seront considérées par ceux-ci comme des sociétés en nom collectif.

Dès lors, la distinction prévue à l'article 1er n'atteint pas le but de l'auteur du projet, tel qu'il résulte des explications communiquées au Conseil d'Etat, le 18 septembre 1991, par le délégué du Ministre.

Article 2.

L'article 2, qui consacre légalement la pratique des enquêtes commerciales par le tribunal de commerce, reste en défaut d'aborder les questions fondamentales que soulève l'organisation, au sein d'un tribunal, de services chargés d'enquêter sur des causes qu'il sera ensuite appelé à juger.

Ces questions sont savamment développées par le procureur général à la Cour de cassation, M. KRINGS, dans la mercuriale prononcée à l'audience solennelle de rentrée de la

.../...

Cour de cassation, le 1er septembre 1986 (1). L'une de ces questions est de savoir si le juge qui a tenu l'enquête commerciale peut siéger lors de la déclaration de faillite.

Le procureur général à la Cour de cassation exprime à ce sujet le souci d'éviter toute confusion entre le juge qui enquête et le juge qui déclare la faillite.

Il examine également une autre question fondamentale que le Conseil d'Etat, section de législation, avait déjà soulevée dans un avis au sujet d'un projet de loi "relative à la recherche des entreprises en difficulté et à leur assistance dans leur redressement" (2). Il s'agit de savoir si le juge des enquêtes commerciales peut conseiller le commerçant en difficulté et quelles sont les limites de sa mission.

Enfin, ni dans l'article 2, ni dans le texte du projet, n'est organisé le régime des enquêtes commerciales (3).

(1) Journal des tribunaux, 1986, pp. 405 et suivantes.

(2) Avis L. 14.893/2 du 29 novembre 1982, Doc. Ch., session 1983-1984, nE 775/1, pp. 8 et 9.

(3) De ce point de vue, le projet se distingue du projet de loi "relative à la recherche des entreprises en difficulté et à leur assistance dans leur redressement", sur lequel le Conseil d'Etat a donné l'avis L. 14.893/2 précité. Ainsi, le projet prévoyait-il la convocation préalable du justiciable, le caractère secret de l'enquête, la rédaction d'un procès-verbal de l'enquête. Il prescrivait aussi que "le juge ne peut se substituer au débiteur en prenant des décisions à caractère économique".

.../...

Selon le délégué du Ministre, il est envisagé de régler ces questions à l'occasion du projet - actuellement en cours d'élaboration - relatif à la réforme du concordat judiciaire.

Force est de constater que le présent projet présente sur ces points un caractère provisoire et que ce n'est pas à l'occasion de celui-ci que le Gouvernement et les Chambres législatives se prononceront avec précision sur l'étendue de la mission du juge des enquêtes commerciales et sur les modalités d'exécution de sa mission.

Article 4.

Au début de l'article, il suffit d'écrire : "Les articles 50, alinéa 2, 55 et 56 ...".

Article 5.

1. Pour faire apparaître l'effet exceptionnel de l'aveu, mieux vaudrait écrire, à l'alinéa 1er :

"La faillite est déclarée par jugement du tribunal de commerce saisi soit par l'aveu du failli, soit sur citation d'un ou plusieurs créanciers ou du ministère public".

.../...

2. Dans la première phrase de l'alinéa 2, pour des raisons d'ordre didactique, il convient de viser "la société commerciale", nonobstant l'observation faite au sujet de l'article 1er.

Toutefois, il est proposé d'écrire " ... ou, s'il s'agit d'une société commerciale, son siège social".

A la fin de la même phrase, il faut écrire "au jour de l'aveu de la faillite ou de la citation en justice".

3. En ce qui concerne la deuxième phrase de l'alinéa 2, l'existence d'un domicile à l'étranger peut résulter soit d'une règle belge qui détermine elle-même les critères de détermination du domicile, soit d'une règle étrangère attributive d'un domicile dans le pays où cette règle est en vigueur. La disposition en projet, en faisant du principal établissement en Belgique le critère de la compétence judiciaire belge, se réfère implicitement au second de ces procédés; il serait bon de le préciser.

Le texte suivant est proposé :

"... Lorsque le failli n'a pas de domicile en Belgique et qu'aucune loi d'un pays étranger ne lui attribue un domicile dans ce pays, le tribunal compétent est celui dans le ressort duquel le commerçant a son principal établissement ou la société commerciale son siège d'exploitation".

.../...

4. Le texte de l'alinéa 2 impose une modification de l'article 631 du Code judiciaire. Un texte sera proposé ci-après.

Article 6.

1. L'alinéa 1er prévoit qu'en cas d'absolue nécessité, le commerçant peut être dessaisi de la gestion de tout ou partie de ses biens avant que la faillite ne soit déclarée.

Il conviendrait de déterminer le sort des actes accomplis par le failli durant la période du dessaisissement.

En outre, on peut se demander ce qu'il advient de ces actes, lorsque le tribunal n'a pas prononcé la faillite dans le délai prévu par l'alinéa 2.

Selon le délégué du Ministre, la question serait réglée, sans l'intervention d'aucune disposition, de la manière suivante :

- soit la décision de dessaisissement n'est pas suivie par une déclaration en faillite : aucune conséquence n'est plus attachée au dessaisissement;
- soit la faillite est déclarée, dans un délai de quatre mois de la signification de la citation en faillite (article 6, alinéa 2); il suffirait alors au juge de faire remonter la date de cessation des paiements au moins à la période à laquelle a débuté le dessaisissement "préventif".

.../...

Cette explication semble faire une confusion entre le régime du dessaisissement qui prend cours à zéro heure du jour du jugement déclaratif et qui s'analyse comme une indisponibilité du patrimoine se traduisant par la nullité de tous actes, opérations ou paiements faits par le failli après le jugement déclaratif, c'est-à-dire par l'inopposabilité de ces actes à la masse (4), d'une part, et, d'autre part, le régime de la période suspecte, qui peut remonter à six mois avant le jugement déclaratif et qui entraîne l'inopposabilité à la masse de certains actes du failli.

S'agissant d'un dessaisissement, il semble logique de considérer que ce ne sont pas uniquement les actes visés aux articles 445 et suivants du Code de commerce qui seront concernés par la sanction de l'inopposabilité.

Il est, dès lors, nécessaire que le texte en projet règle la question du sort réservé aux actes du failli en cas de dessaisissement préventif.

2. Au début de l'alinéa 2, il faut écrire "L'ordonnance de dessaisissement ..." plutôt que "La décision entraînant le dessaisissement".

3. Au même alinéa, deuxième phrase, il faut écrire "La décision cesse ..." au lieu de "La mesure cesse".

(4) VAN RYN et HEENEN, Principes de droit commercial, IV, n° 2681.

4. A la fin de l'alinéa 2, il convient d'écrire : "... hormis celle prévue à l'article 25 des lois relatives au registre du commerce, coordonnées le 20 juillet 1964".

5. A la fin de l'article, mieux vaut écrire : "Les décisions rendues en vertu du présent article sont exécutoires par provision. Elles peuvent faire l'objet ...".

Article 10.

Dans le texte néerlandais des alinéas 1er et 3, il y a lieu de remplacer les mots "faillietverklarend vonnis" par les mots "vonnis van faillietverklaring".

Le début de l'alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Sous réserve des exceptions prévues par les lois sur le concordat judiciaire, coordonnées le 25 septembre 1946 ...".

Article 11.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire : "Het vonnis van faillietverklaring ...".

A l'alinéa 2, mieux vaudrait écrire : "L'exploit de signification contient, à peine de nullité, outre le texte des articles 12 et 13, sommation à comparaître ...".

.../...

Article 12.

1. A la fin de l'alinéa 1er, mieux vaudrait écrire "le prononcé".

2. L'alinéa 2 serait rédigé plus simplement comme suit : "Les jugements visés à l'alinéa 1er ...".

3. De la même manière, on écrira, à l'alinéa 4 : "Le délai pour interjeter appel des jugements visés à l'alinéa 1er ...".

Article 13.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"L'appelant, l'opposant ou le tiers-opposant doit, à peine de nullité, libeller ses griefs ...".

Article 15.

1. Il y a lieu de relever qu'en ce qui concerne les objets indispensables à la profession du failli (article 1408, 2E, du Code judiciaire), le texte actuel du Code judiciaire limite l'insaisissabilité à 10.000 F.; on comprend mal, dès lors, la limite de 50.000 F. figurant à l'alinéa 2.

.../...

Cette disposition ne se comprend qu'eu égard au projet de loi modifiant les articles 1408, 1409, 1410 et 1412 du Code judiciaire et insérant un article 1409bis (5), qui, entre autres, supprimera ce plafond de 10.000 F.

Il convient, toutefois, de prendre en considération l'état actuel du texte auquel il est fait référence (6). Il est évident que si le projet susmentionné est promulgué, il faudra en tenir compte dans le présent projet.

2. Bien que l'exposé des motifs n'explicite pas le but de l'alinéa 4, il paraît évident que cette disposition tend à faire écho aux critiques que la doctrine (7) avait adressées à la jurisprudence (8).

Le texte de l'alinéa 4 renverse donc le système de droit positif existant et, pour cette raison, il convient qu'il

(5) Doc. Ch. 1114 (1989-1990), nE 1 (avis du Conseil d'Etat L. 19.419 du 29 novembre 1989).

(6) On notera que l'article 1410, § 4, alinéa 1er, a été modifié par l'article 113 de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses (Moniteur belge du 1er août 1991).

(7) Cf. notamment G. de LEVAL, "L'inégalité entre saisis", Revue générale des assurances et des responsabilités, 1984, 10822; STORME, "Rechtspraak in opspraak", p. 45.

(8) Cass. 26 mai 1977, Pasicrisie 1977, I, 985.

soit exempt de toute équivoque ou ambiguïté. En particulier, le texte doit préciser ce qu'il faut entendre par "préjudice futur". S'agit-il de la réparation future d'un préjudice existant ? S'agit-il de la réparation d'un préjudice survenant après le jugement déclaratif de faillite ?

Si l'intention des auteurs du projet est de faire échapper au dessaisissement toutes les formes (capital et rente) de réparation des préjudices, quelle qu'en soit la nature (préjudice matériel et préjudice moral), le qualificatif "futur" est inutile.

Article 16.

1. Suivant l'article du projet, les actes accomplis par le débiteur depuis l'époque déterminée par le tribunal comme étant celle de la cessation des paiements "sont nuls et sans effet relativement à la masse".

Depuis l'entrée en vigueur, en 1851, de la loi sur les faillites, la doctrine (9) a mis en lumière la distinction entre nullité et inopposabilité. Pour se prévaloir de la nullité d'un acte, il faut y avoir été partie, sous réserve des actes contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs. Au contraire, quand une personne se voit opposer un acte auquel elle n'a pas participé, elle peut en invoquer l'inopposabilité.

(9) Voyez notamment : DE PAGE, Traité élémentaire de droit civil, t. I, édition 1962, n° 100.

De nombreux auteurs de droit commercial ont souligné que les mots "nuls" dans l'article 445 de la loi sur les faillites et "annulés" dans l'article 446 sont défectueux. En effet, les actes visés dans ces deux articles demeurent valables dans les relations du débiteur et de la personne qui a traité avec lui; ils sont, en réalité, inopposables à la masse (10).

Il est vrai que suivant l'exposé des motifs "... les textes de la loi de 1851 ont été repris intégralement, ce qui permet notamment de maintenir les solutions qui ont été consacrées par la jurisprudence" (p. 4).

Néanmoins, l'auteur du projet a remplacé, à juste titre, le futur utilisé dans plusieurs des articles de la loi actuelle (notamment dans les articles 440, 441, 443, etc. ...) par l'indicatif présent. A plus forte raison, faut-il remplacer par le terme approprié, un terme juridique incorrectement utilisé.

Il y a donc lieu d'écrire, selon le cas, "sans effet à l'égard de la masse" ou "inopposables à la masse" ou encore "inopposabilité à la masse".

(10) Sur cette terminologie, voyez notamment Les Nouvelles -Droit commercial, t. IV : "Les concordats et la faillite", 3e éd., Larcier, 1985, nE 302; P. COPPENS, Cours de droit commercial, 5e vol. : "Les faillites et les concordats", nouv. éd., Cabay, Louvain-la-Neuve, 1985, p. 746, qui écrit que "La loi s'exprime imparfaitement". Voyez dans le même sens, J. VAN RYN et J. HEENEN, Principes de droit commercial, t. IV, 1965, nE 2711.

Cette observation vaut également pour l'article 17 de la loi en projet et, de manière générale, pour l'ensemble de celle-ci, chaque fois que le mot "nul" ou "nullité" est utilisé à la place des mots "inopposable" ou "sans effet" ou du mot "inopposabilité".

2. Les divisions de l'article doivent être précédées de 1E, 2E et 3E.

Article 18.

L'exposé des motifs appelle une observation. Il affirme en effet qu'à la suite de l'entrée en vigueur du projet, toutes les dispositions légales ou décrétales (11) prévoyant une dérogation à l'article 447, alinéa 2, seront devenues sans objet.

La disposition figurant à l'article 447, alinéa 2, deviendra l'article 18, alinéa 2, sans être modifiée quant à son contenu. Or, il est admis par la doctrine que lorsqu'une norme se réfère à une disposition qui a, ensuite, été remplacée par une autre, la référence doit se comprendre comme visant la disposition qui se substitue à la première, à condition qu'il

(11) Sont visées ici les dispositions non formellement abrogées par le texte en projet.

n'y ait pas entre la disposition remplacée et la nouvelle norme, une incompatibilité ou une extension induite (12).

S'agissant non d'une modification mais d'un simple changement de numérotation, on pourrait en déduire que la déclaration figurant dans l'exposé des motifs à propos de l'article 18 n'est pas de nature à faire obstacle à l'application des dispositions légales prévoyant une dérogation à l'article 447, alinéa 2. Seule une modification expresse permettrait d'atteindre ce résultat : c'est d'ailleurs ce à quoi tendent, notamment, les articles 117 et 118 du projet, qui concernent l'article 318, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus, ainsi que l'article 88, § 3, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Quant aux dispositions législatives, intervenues avant la réforme de l'Etat dans des matières relevant aujourd'hui de la compétence des Communautés et des Régions (13) ou quant aux dispositions décrétales, non seulement ces dispositions en tant qu'elles prévoient une dérogation à l'article 447, alinéa 2, demeurent ap-

(12) C. LAMBOTTE, Technique législative et codification, Bruxelles, Story-Scientia, 1988, p. 62, qui vise spécialement l'hypothèse de la référence à une disposition pénale.

(13) A titre d'exemple, voyez :

- l'article 33, § 3, de la loi du 24 décembre 1980 instaurant un subside spécifique en vue de promouvoir la construction et la rénovation d'habitations;
- l'article 47undecies, § 5, du décret du 2 juillet 1981 concernant la gestion des déchets, modifié par le décret du 20 décembre 1989.

plicables (14), mais il va de soi que le législateur est incompétent pour y apporter une quelconque modification.

Article 21.

A l'alinéa 1er du texte français, dans un souci de concordance avec le texte néerlandais et pour tenir compte d'une terminologie plus moderne, il convient d'écrire "dettes non échues".

Article 23.

Le texte de l'exposé des motifs relatif à l'alinéa 2 devrait être complété afin de faire apparaître clairement quelles sont les actions visées conformément à la doctrine (15) et à la jurisprudence actuelle.

L'objectif de la disposition serait mieux exprimé comme suit :

"Les décisions rendues sur les actions qui peuvent être suivies ou intentées contre le failli personnellement ne sont pas opposables à la masse".

(14) Quelles que soient les questions pouvant éventuellement être formulées quant à la compétence des Communautés et Régions en la matière.

(15) VAN RYN et HEENEN, "Principes de droit commercial", t. IV, nE 2675.

Article 25.

Suivant l'exposé des motifs, "cet article reprend le texte de l'actuel article 453".

Or, si l'alinéa 1er, dans le texte français, reproduit quasi mot à mot le texte actuel, il n'en va pas de même du texte néerlandais qui utilise, entre autres, les mots "de gewone schuldeisers, die niet bevoorrecht zijn", alors que le texte actuel porte "gewone en niet bevoorrechte schuldeisers".

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"Le jugement déclaratif de la faillite arrête toute saisie faite à la requête des créanciers chirographaires et non privilégiés sur les meubles et immeubles du failli".

Article 26.

Les deux premiers alinéas reproduisent l'article 454 du Code de commerce.

Le troisième alinéa introduit une règle nouvelle. Si la règle de l'article 454 s'applique aujourd'hui au

.../...

créancier gagiste sur fonds de commerce (16), il n'en est pas de même du créancier gagiste.

En effet, selon l'article 9 de la loi du 5 mai 1872 portant révision des dispositions du Code de commerce relatives au gage et à la commission, "l'exercice des droits conférés au créancier gagiste n'est suspendu ni par la faillite, ni par l'état de sursis, ni par le décès du débiteur ou du tiers bailleur de gage".

De même, l'article 11 du titre VI du livre premier du Code de commerce dispose :

"Les articles 2 et 4 à 10 inclus du présent titre sont applicables au gage assurant le privilège légal des commissionnaires ou de leurs bailleurs de fond ...".

Enfin, l'article 16, § 1er, de la loi du 18 novembre 1862 portant institution du système des warrants, dispose :

"L'exercice des droits conférés au créancier gagiste, par les articles 13, 14 et 15, n'est suspendu ni par la faillite, ni par l'état de sursis, ni par le décès du débiteur".

Il convient que les auteurs du projet précisent leur intention à l'égard des trois articles qui viennent d'être rappelés et qui ne sont pas visés dans l'article 26 du projet.

Sous réserve de l'observation qui précède, l'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

(16) Les Nouvelles, Droit commercial, t. IV, "Les concordats et la faillite", Larcier, 1985, nE 1441.

"L'alinéa 1er est également applicable aux droits du créancier gagiste et du créancier gagiste sur fonds de commerce".

Article 27.

1. Pour tenir compte des explications fournies dans l'exposé des motifs, il est proposé de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Peuvent seuls être inscrits sur la liste visée à l'alinéa 1er, les avocats ..., justifiant d'une formation et présentant des garanties de compétence et de confiance en matière de procédures de liquidation".

2. A l'alinéa 3, il convient d'écrire : "... remplissant les conditions d'âge et de formation et présentant les garanties visées à l'alinéa 2 peut ...".

3. L'alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Le Roi fixe la procédure de présentation des candidats au tribunal ainsi que les délais à respecter pour l'examen des candidatures".

Article 29.

1. Selon l'exposé des motifs, l'omission est une mesure grave, "lorsqu'elle n'est pas la conséquence du

.../...

dépassement de la limite d'âge ou d'une incompatibilité qui résulterait de ne plus remplir les conditions fixées à l'article 28".

En raison de l'importance particulière que revêt la motivation d'une disposition nouvelle, il convient d'apporter les corrections suivantes dans l'exposé des motifs : d'une part, il faut se référer à l'article 27 et non à l'article 28; d'autre part, le fait de ne plus satisfaire aux conditions fixées à l'article 27 n'est pas une cause d'incompatibilité.

2. La rédaction suivante est proposée pour l'article 29 :

"Une personne figurant sur la liste peut en être omise en exécution d'un jugement rendu sur citation du ministère public. Les débats se déroulent à huis clos si l'intéressé le demande".

Article 31.

1. Dans l'exposé des motifs, il est écrit que l'appel est exclu "lorsque le remplacement du curateur est une simple décision de type administratif, ne comportant pas de préjugé à l'égard du curateur". Il découle, au contraire, de l'article 36 en projet que tout appel est exclu.

Telle est, d'ailleurs, la situation actuelle (article 465, alinéa 2, 1E).

L'exposé des motifs doit être revu à cet égard.

.../...

2. A la fin de l'alinéa 2 de l'article (texte français), il faut écrire "en audience publique" au lieu de "à l'audience publique".

3. A l'alinéa 3, mieux vaut écrire "le remplacement d'un curateur".

Article 32.

1. Il y a des discordances entre le texte français et le texte néerlandais :

-à l'alinéa 1er : "établis par un arrêté royal" dans le texte français et "door de Koning vastgesteld" dans le texte néerlandais;

-à l'alinéa 2 : "honoraires provisionnels" dans le texte français et "voorschotten" dans le texte néerlandais;

-à l'alinéa 3 (17) : "sur la base de l'état de la réalisation des actifs" dans le texte français et "op basis van de waarde van de gerealiseerde activa" dans le texte néerlandais.

Il convient d'y remédier.

2. L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

(17)deuxième phrase de l'alinéa 2 dans le texte néerlandais.

.../...

"Des honoraires provisionnels peuvent être alloués par le tribunal saisi sur requête unilatérale".

3. Au début de l'alinéa 3, il y a lieu d'omettre les mots "Avant clôture de la faillite et".

4. Dans la deuxième phrase de l'alinéa 3, il faut remplacer le mot "arbitrés" par "alloués".

Article 33.

A l'alinéa 2 du texte français, mieux vaudrait écrire : "Cet état, qui comporte l'indication des recettes, des dépenses, des répartitions ainsi que de ce qu'il reste à liquider, ...".

Article 34.

1. Il est proposé de rédiger l'alinéa 1er comme suit :

"Le juge-commissaire est spécialement chargé de surveiller la gestion et la liquidation de la faillite et d'en accélérer les opérations; il fait rapport à l'audience de toutes les contestations nées de la faillite, sauf l'exception prévue à l'alinéa 6 (18); il ordonne les mesures urgentes qui sont nécessaires ... (la suite comme au projet)".

(18)et non à l'alinéa 5, comme il est écrit dans le projet.

.../...

Il y a une discordance entre le texte néerlandais et le texte français de l'alinéa 3.

2. A l'alinéa 6 du texte français, pour assurer la concordance avec le texte néerlandais, il faut écrire :

"Le juge-commissaire ne fait pas rapport sur les contestations de créances renvoyées au tribunal après ...".

Article 35.

Il y a lieu, dans le texte français, de remplacer le mot "inspection" par le mot "connaissance".

Article 36.

1. La première phrase de l'alinéa 1er serait mieux rédigée comme suit :

"Les jugements ... et le jugement fixant la date de cessation de paiement sont susceptibles de recours conformément au Code judiciaire."

2. La phrase introductive de l'alinéa 2 doit être rédigée comme suit :

"Ne sont susceptibles ni d'opposition, ni d'appel:".

.../...

3. Les subdivisions de l'alinéa 2 doivent être introduites par 1E, 2E, 3E ... au lieu de 1, 2, 3 ...

La même observation vaut pour l'article 37, alinéa 2, l'article 70 et l'article 124 (articles 489, 489bis, 489ter et 490 en projet).

Au 4 (devenant 4E), il y a discordance entre le texte néerlandais "... bij de vervulling van zijn opdracht" et le texte français "... dans les limites de ses attributions".

*

L'intitulé de la section II du chapitre III serait mieux rédigé comme suit : "Des formalités et de la gestion de la faillite".

*

Article 37.

A l'alinéa 3, il y a lieu de remplacer dans le texte néerlandais les mots "uittreksel is" par les mots "de genoemde uittreksels zijn".

Article 38.

1. Les tirets doivent être remplacés par 1E, 2E, 3E...

2. Au premier tiret (devenant 1E), il y a lieu de remplacer dans le texte néerlandais le mot "gelijkvormig" par les mots "voor eensluidend verklaard". La même observation vaut pour le troisième tiret (devenant 3E).

3. Au troisième tiret (devenant 3E), la référence est inexacte. Il convient d'écrire "en vertu de l'article 41, alinéas 3 et 4".

4. Au quatrième tiret (devenant 4E), il faut écrire : "le procès-verbal de descente sur les lieux et l'inventaire visé à l'article 41;".

5. Au septième tiret (devenant 7E), mieux vaudrait écrire : "les rapports et états de répartition établis par les curateurs, visés aux articles 33 et 51."

6. A l'alinéa 2, mieux vaudrait écrire :

"Tout intéressé peut prendre gratuitement connaissance du dossier et en obtenir ...".

Article 39.

.../...

1. Le projet ne contient pas, relativement à l'apposition des scellés, de disposition analogue à celle de l'article 466.

Les dispositions relatives à cette matière se trouvent à l'article 39, alinéa 1er, in fine, et alinéas 2 et 3, de même qu'à l'article 41, alinéa 4 (et non à l'article 42, comme il est écrit dans l'article 39).

Cet éparpillement ne facilite guère la compréhension du régime ainsi établi. Le délégué du Ministre est d'accord pour que ces dispositions fassent l'objet d'un article distinct dont le texte de l'article 41, alinéa 4, constituerait le paragraphe 2.

En conséquence, l'article 39 se composerait de deux alinéas, le premier comprenant la première phrase du texte en projet, le deuxième la deuxième phrase, à l'exception du texte commençant par les mots "et, s'il y a lieu ...".

L'article distinct relatif à l'apposition des scellés doit être divisé en deux paragraphes.

Le paragraphe 1er comprendrait un alinéa 1er rédigé comme suit :

"S'il y a lieu, les curateurs requièrent sur le champ l'apposition des scellés de la manière prévue dans le paragraphe 2".

Les alinéas suivants seraient les alinéas 2 et 3 de l'article 39.

.../...

Le paragraphe 2 contiendrait le texte de l'article 41, alinéa 4.

2. Dans la première phrase de l'alinéa 1er, il y a lieu de supprimer, en français, le mot "préalablement" qui est inutile.

3. A l'alinéa 2, il conviendrait d'écrire "... sur les magasins, les comptoirs, les caisses, les porte-feuilles, les livres, les supports magnétiques, notamment les supports informatiques, les meubles et les effets du failli".

4. Dans la dernière phrase, il y a lieu de remplacer dans le texte néerlandais le mot "desgevallend" par les mots "in voorkomend geval".

5. Le texte néerlandais doit être subdivisé en trois alinéas à l'exemple du texte français.

Article 40 .

Plutôt que de renvoyer aux dispositions du Code judiciaire, il est préférable que l'article même énonce les règles applicables à la descente sur les lieux.

En tout état de cause, l'expression "s'effectuer par analogie" doit être bannie.

Article 41.

1. Dans la première phrase de l'alinéa 1er (texte français), il y a lieu d'écrire "sans désemparer" au lieu de "sans discontinuité".

2. La deuxième phrase du même alinéa serait mieux rédigée comme suit :

"Le juge-commissaire signe l'inventaire après avoir mentionné expressément qu'il a veillé à sa régularité".

3. Dans la troisième phrase du même alinéa du texte français, le mot "ainsi", qui est inutile, doit être omis.

Dans le texte néerlandais, la troisième phrase doit être rédigée ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

4. L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"L'inventaire décrit séparément chacun des biens visés à l'article 15, alinéa 2."

5. Le texte néerlandais de l'alinéa 3 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

6. En ce qui concerne l'alinéa 4, il y a lieu de se reporter à l'observation nE1 sous l'article 39.

Article 42.

Il y a lieu d'écrire, conformément aux règles de la légistique, "dans les formes de l'article 41" au lieu de "dans les formes du précédent article".

Article 43.

1. La première phrase doit constituer un alinéa distinct, les deux phrases suivantes formant un alinéa 2.

.../...

2. En dépit du fait que l'article reproduit l'article 491, mieux vaut écrire, à la fin de l'alinéa 1er du texte français, "qui, au pied dudit inventaire, déclarent s'en charger", comme dans le texte néerlandais.

3. Dans un souci de concordance avec le texte français, il faut rédiger le texte néerlandais de la dernière phrase ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 44.

1. Tel qu'il est rédigé, l'article pourrait donner à penser que les curateurs pourraient, à tout moment de la faillite, exécuter ou refuser d'exécuter les contrats en cours. Telle n'est manifestement pas l'intention des auteurs du projet, si l'on se réfère à l'alinéa 2 de l'article et à l'exposé des motifs.

Dès lors, il est proposé de rédiger les alinéas 1er et 2 comme suit :

"Il appartient aux curateurs de décider s'ils poursuivent ou non l'exécution des contrats conclus avant la date du jugement déclaratif de la faillite et auxquels ce jugement ne met pas fin.

.../...

La partie qui a contracté avec le failli peut mettre les curateurs en demeure de prendre cette décision dans les quinze jours. Si les curateurs ne la prennent pas, le contrat est résolu; la créance de dommages et intérêts éventuellement dus au cocontractant du fait de l'inexécution entre dans la masse".

2. A l'alinéa 3, les mots "frais et dépens" sont inexactes.

Il y a lieu de préciser comme suit et conformément au texte néerlandais, la notion de la masse :

"Lorsque les curateurs décident d'exécuter le contrat, le cocontractant a droit, à charge de la masse, à l'exécution de sa créance pour ce qui concerne la période postérieure à la faillite".

Article 45.

1. A l'alinéa 1er, le texte reste en défaut de préciser les conséquences de la décision du travailleur de mettre fin au contrat conformément à l'alinéa 1er.

Le texte doit être complété sur ce point.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

2. A l'alinéa 2, il convient que les auteurs du projet précisent ce qu'il faut entendre par "travailleurs connus" et sur la foi de quel document ils seront censés l'être.

Pour le surplus, il est proposé de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Si, dans les quinze jours de la faillite, les curateurs ne notifient pas aux ..., par lettre recommandée à la poste, qu'il est mis fin au contrat de travail, celui-ci se poursuit et les curateurs ne peuvent y mettre fin que moyennant un préavis de six semaines, sous réserve des droits des travailleurs, prévus à l'alinéa 3".

3. La fin de l'alinéa 3 est la redite d'un principe énoncé dans la loi hypothécaire. Les mots "et sa créance peut, le cas échéant, être admise au nombre des créances privilégiées" doivent être omis.

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Selon l'exposé des motifs, "ces principes (énoncés aux alinéas 2 et 3) sont applicables tant aux travailleurs ordinaires qu'aux travailleurs protégés, contrairement à ce qui a été décidé par la Cour de cassation du 15 février 1988 (Bull. et Pas., 1988, nE 367)". Cet arrêt

.../...

concerne un autre problème : il s'agit de savoir si le curateur est tenu de consulter la Commission paritaire avant de licencier un travailleur protégé. La Cour y répond par la négative, lorsque, en raison d'une décision judiciaire, le curateur est tenu de licencier tout le personnel en même temps ou en un temps très proche; toutefois, tel n'est pas le cas lorsqu'une décision se borne à déclarer la faillite, sans se prononcer sur la poursuite d'une activité commerciale.

Il va de soi que l'article 45 s'applique aussi aux travailleurs protégés. Dès lors, la référence à l'arrêt précité de la Cour de cassation doit être omise.

Article 46.

Le texte néerlandais de la première phrase serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

La dernière phrase serait mieux rédigée comme suit :
"A la requête des curateurs ou de tout intéressé et sur le rapport du juge-commissaire, le tribunal peut à tout moment modifier ou révoquer cette mesure".

Article 50.

Il faut écrire "les sommes admises" au lieu de "les sommes arbitrées" (deux fois).

.../...

A la fin de l'article, il convient de remplacer les mots "sans préjudice" par les mots "sous réserve".

Article 51.

L'alinéa 2 serait plus correctement rédigé comme suit :

"Les sommes dues aux curateurs à titre d'honoraires ou d'honoraires provisionnels visés à l'article 32, ainsi que leurs frais et débours, leur sont versés sur la base d'un état visé par le juge-commissaire.

Article 52.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il a été proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 56.

La deuxième phrase devrait former un alinéa distinct, comme dans le texte de l'article 487.

.../...

Article 58.

Dans la deuxième phrase, il faut utiliser le présent de l'indicatif, comme les auteurs l'ont fait dans l'ensemble du projet.

Article 60.

Pour respecter le principe de la personnalité des poursuites pénales, il y a lieu d'utiliser l'expression figurant à l'article 52 et d'écrire "Si le failli ou les gérants et administrateurs de la société faillie sont poursuivis ... ou si ... a été décerné contre eux ...".

Article 61.

1. Afin de couvrir toutes les hypothèses, le début de l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Pour pouvoir participer à une répartition comme pour pouvoir exercer un droit de préférence quelconque, les créanciers ...".

Au sujet du maintien ou de l'omission du mot "personnellement", il y a lieu de se référer à l'observation faite sous l'article 86 du projet.

.../...

2. L'alinéa 2 pourrait être rédigé plus simplement comme suit :

"A cette fin, les créanciers sont avertis par la publication au Moniteur belge et par une circulaire que les curateurs leur adressent aussitôt que ces créanciers sont connus".

Article 63.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Sous réserve de l'application des conventions internationales, la déclaration contient, de la part du créancier non domicilié dans un Etat membre des Communautés européennes, élection ...".

Article 64.

Dans le texte français, la deuxième phrase serait plus correctement rédigée comme suit :

"Les titres des créances sont rapprochés des livres et écritures du failli".

Article 65.

Dans la dernière phrase du texte français, mieux vaut écrire "des livres du failli" plutôt que "de ses livres".

Article 66.

A la fin du texte français de l'article, il faut écrire "par le greffier".

Article 67.

1. A l'alinéa 2 du texte français, il faut écrire "fixe" au lieu de "fixera".

2. L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Si les curateurs contestent le montant d'une créance déclarée ou une cause de préférence invoquée, ils en avisent aussitôt les créanciers concernés par lettre recommandée à la poste; celle-ci contient convocation à comparaître ... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 68.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, il faut écrire "bezwaren" au lieu de "tegenspraken".

Au début de l'alinéa 3, il faut écrire dans le texte français "contient" au lieu de "contiendra".

A la fin de l'alinéa, mieux vaut écrire "de la créance faisant l'objet du contredit".

Article 69.

La dernière phrase de l'alinéa 1er serait mieux rédigée comme suit :

"Son jugement n'est pas susceptible d'opposition".

Article 70.

Les subdivisions doivent être numérotées par 1E, 2E, 3E.

Article 73.

1. De l'accord du délégué du Ministre, il serait plus clair de grouper les trois premiers alinéas en un

.../...

para-graphe 1er, l'alinéa 4 et l'alinéa 5 devenant respectivement le paragraphe 2 et le paragraphe 3.

2. L'alinéa 5, en disposant que l'exécution peut être poursuivie "par tout tiers intéressé", constitue une exception majeure au principe de l'effet relatif des conventions.

Il conviendrait que l'auteur du projet précise dans le texte lui-même - ou à tout le moins dans l'exposé des motifs - quels sont les tiers admis à poursuivre l'exécution (les créanciers du failli ?, le personnel ?).

En tout état de cause, il vaudrait mieux utiliser les mots "les tiers intéressés" au lieu de "tout tiers intéressé".

Article 74.

Dans le texte français, il convient d'écrire "sous leur surveillance".

Article 75.

Dans le passage de l'exposé des motifs consacré à l'article 75, alinéa 1er, on peut lire : "... l'article dispose que le juge-commissaire peut en toutes circonstances convoquer une assemblée des créanciers".

.../...

Dès lors, il convient d'écrire à l'alinéa 1er : "Le juge-commissaire peut en toutes circonstances convoquer ... (la suite comme à l'alinéa 1er).

2. A l'alinéa 2, il y a une discordance entre le texte français et le texte néerlandais. Il conviendrait d'adapter le texte français au texte néerlandais en introduisant, au début de l'alinéa, les mots "Au surplus" ("Daarenboven").

3. Dans un souci de concordance avec le texte néerlandais ("door de bekendmaking ...), il faut rédiger la deuxième phrase de l'alinéa 3 comme suit :

"Cette ordonnance est publiée au Moniteur belge, à la diligence du greffier, huit jours au moins avant la date de la réunion".

Article 76.

La deuxième phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Tout paiement effectué sur l'ordre du juge-commissaire ou avec son autorisation entraîne décharge pour les curateurs".

.../...

Article 78.

La première phrase du texte français de l'alinéa 3 serait mieux rédigée comme suit : "Le reliquat du compte fait l'objet de la dernière répartition".

Article 79 .

1. A l'alinéa 2, il conviendrait d'écrire :

"Le juge-commissaire présente ... la délibération ... et un rapport sur les circonstances de la faillite. Le tribunal ... (la suite comme au projet)".

2. L'alinéa 3 serait plus correctement rédigé comme suit :

"Le tribunal peut décider que le jugement ordonnant la clôture de la faillite sera publié dans les formes prévues à l'article 37. Ce jugement ... (la suite comme au projet)".

Article 80.

Si l'intention des auteurs du projet est de viser d'autres dirigeants que les organes de la société faillie, il conviendrait d'adapter le texte néerlandais qui utilise le mot "bestuurders" ("administrateurs").

Article 81.

L'alinéa 2 doit être rédigé comme suit :

"Si le failli n'est pas déclaré excusable, les créanciers recouvrent le droit d'exercer individuellement leur action sur ses biens".

Article 86.

Aux termes de l'article 86 en projet, "tous les créanciers, privilégiés ou non, sont inscrits dans la masse de la faillite".

A la lecture de l'exposé des motifs et, en particulier de sa version néerlandaise, il semblerait que sa finalité exclusive consiste à énoncer l'obligation, qui pèsera désormais sur tous les créanciers, belges ou étrangers, publics ou privés, privilégiés ou non, de se faire connaître et de permettre ainsi au curateur de tenir compte de leur créance.

Toutefois, suivant les explications du délégué du Ministre, l'article en projet tendrait à faire en sorte que la suspension des poursuites individuelles s'appliquerait également aux créanciers privilégiés spéciaux et aux créanciers hypothécaires.

Les articles 88 et 101 de la loi en projet infirment une telle interprétation en prévoyant que le créancier gagiste (article 88) et le créancier hypothécaire (article 101) peuvent faire vendre le bien mobilier ou immobilier grevé en leur faveur d'un droit de préférence.

Ces discordances doivent être éliminées car elles sont incompatibles avec la sécurité juridique nécessaire dans une procédure collective de liquidation.

Si l'intention du Gouvernement est que, comme l'indique le texte néerlandais de l'exposé des motifs, les créanciers privilégiés spéciaux et les créanciers hypothécaires sont tenus uniquement de déclarer leurs créances, il convient de revoir la rédaction de l'article examiné et celle de l'article 23 du projet afin de lever toute ambiguïté; il convient aussi de rendre l'exposé des motifs plus explicite sur ce point.

Au contraire, si le Gouvernement entendait, malgré le passage précité de l'exposé des motifs, rendre applicable aux créanciers privilégiés spéciaux et aux créanciers hypothécaires, la suspension des poursuites individuelles, l'article en projet devrait être ordonnancé autrement et réécrit.

En outre, il y aurait lieu, dans ce cas, d'omettre le mot "personnellement" du texte de l'article 61, alinéa 1er, du projet et de revoir les articles 88 et 101 du projet.

Article 88.

Il y a lieu de se référer à l'observation faite sous l'article 86.

Article 101.

Au sujet des alinéas 1er, 2 et 4 de l'article du projet, il convient de se reporter à l'observation faite sous l'article 86.

Article 109.

A l'alinéa 2, il n'y a pas lieu de rappeler que l'associé d'une société en nom collectif est solidaire.

Pour le surplus, l'alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"S'il est l'associé d'une société en nom collectif, il ne peut l'obtenir qu'après avoir justifié que toutes ... (la suite comme au projet)".

Titre IV. - Dispositions diverses.

Les dispositions diverses comprennent des dispositions abrogatoires et modificatives dans un ordre parfois dispersé. C'est ainsi que l'article 117 prévoit l'abrogation de l'article 318, alinéa 3 du Code des impôts sur les revenus, alors que l'article 119 complète l'article 299bis du même Code.

Le Code judiciaire sera modifié par les articles 116, 121, 122 et 123.

L'article 124 remplace les articles 489, 490 et 490bis du Code pénal et y insère des articles 489bis à 489sexies, tandis que l'article 125 y insère un article 492bis.

Le titre gagnerait en clarté, s'il était divisé en chapitres. Les dispositions modificatives précéderaient la disposition abrogatoire et l'article relatif à l'entrée en vigueur.

Sans suivre un ordre chronologique rigoureux dans les chapitres successifs, il convient d'insérer successivement les modifications aux lois sur le concordat judiciaire, aux lois pénales, au Code judiciaire et aux lois fiscales, puis un ensemble de modifications diverses.

Certaines des modifications, notamment celles qui concernent les lois du 18 novembre 1862, du 5 mai 1872, du 23 juin 1894, du 15 juin 1935 et la loi générale sur les douanes et accises (coordination du 18 juillet 1977) sont des modifications proposées, sous réserve qu'elles correspondent bien à l'intention des auteurs du projet.

Un texte dans ce sens sera proposé ci-après.

*

.../...

TABLE DE CONCORDANCE ENTRE LES DISPOSITIONS DU
PROJET ET LES TEXTES PROPOSES.

	<u>Projet</u>	<u>Textes proposés</u>
1er	Article 115	Article 151
	Article 116	Article 121
2	Article 117	Article 138
	Article 118 , al.	Article 139
	Article 118 , al.	Article 136
		Article 137
		Article 149
	Article 119	Article 122
	Article 120	Article 123
	Article 121	Article 124
	Article 122	Article 126
	Article 123	Article 127
	Article 124 , 1E	Article 128
	Article 124 , 2E	Article 129
	Article 124 , 3E	Article 130
	Article 124 , 4E	Article 131
	Article 124 , 5E	Article 132
	Article 124 , 6E	Article 133
	Article 124 , 7E	Article 134
	Article 124 , 8E	Article 148
	Article 125	Article 147
	Article 126	Article 143
	Article 127	Article 144
	Article 128	Article 145
		Article 115
		Article 116
		Article 117
	Article 129	Article 118
		Article 119
		Article 135
		Article 152
	Article 130	
	Article 131	

*

OBSERVATIONS PREALABLES SUR LE CHAPITRE PREMIER
MODIFIANT LES LOIS RELATIVES
AU CONCORDAT JUDICIAIRE.

Les lois sur le concordat judiciaire, coordonnées le 25 septembre 1946 contiennent des dispositions issues de la loi du 29 juin 1887 relative au concordat préventif à la faillite et de la loi du 10 août 1946 sur le concordat judiciaire.

Comme la loi du 29 juin 1887 est antérieure à l'entrée en vigueur de la loi du 18 avril 1898 relative à l'emploi de la langue flamande dans les publications officielles, et comme aucun texte officiel néerlandais de la loi du 29 juin 1887 n'a été établi postérieurement, il se fait que les textes coordonnés le 25 septembre 1946 n'ont pas le même caractère d'authenticité.

Dans ces textes, seules les dispositions de la loi du 10 août 1946 et les dispositions législatives postérieures à cette loi ont un texte officiel en français et en néerlandais.

Les articles coordonnés qui reprennent des textes de la loi du 29 juin 1887 n'ont un texte officiel qu'en français, le texte néerlandais ne constituant qu'une traduction non officielle qui tire son origine de l'arrêté du 9 septembre 1940 du Secrétaire général du ministère de la Justice et du Secrétaire général du ministère des Finances, relatif au concordat judiciaire (19).

(19)Cet arrêté des secrétaires généraux a été maintenu temporairement en vigueur par l'arrêté-loi du 5 mai 1944, cette validité temporaire prenant fin douze mois après la

En son article 129, le projet de loi sur les faillites prévoit la modification des articles 35, 38 et 41 et le remplacement des articles 39 et 40.

Le remplacement des articles 39 et 40 ne soulève aucun problème.

En revanche, il n'est pas indiqué d'apporter des modifications partielles, dont les textes français et néerlandais auront un caractère d'authenticité, aux articles 35, 38 et 41 dont le texte néerlandais est dépourvu de ce caractère. Les textes qui seraient ainsi modifiés auraient, dans leur texte néerlandais, un caractère hybride.

Il convient, dès lors, de remplacer les articles 35, 38, 39, 40 et 41.

La rédaction suivante est proposée pour le titre IV :

libération totale du territoire, soit le 15 février 1946; un arrêté du Régent du 12 février 1946, fondé sur l'arrêté-loi du 5 mai 1944, a repris, pour une durée de validité de six mois, "les dispositions votées par la Chambre le 20 décembre 1945 après les avoir coordonnées avec la loi du 20 (lisez : 29) juin 1887".

.../...

"CHAPITRE PREMIER. -MODIFICATIONS AUX LOIS RELATIVES AU
CONCORDAT JUDICIAIRE.

"Article 115.-

L'article 35 des lois sur le concordat judiciaire, coordonnées le 25 septembre 1946, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 35.-

..."

Article 116.-

L'article 38 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

"Article 38.-

..." (20).

Article 117.-

L'article 39 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

(20) Dans la nouvelle rédaction de l'article 38, il y a lieu de tenir compte, outre des modifications prévues à l'article 129, 2E et 3E, du projet, de l'observation faite au sujet de l'article 16 du projet et, en conséquence, de remplacer, au deuxième alinéa, les mots "la nullité prononcée par l'article 445" par "l'inopposabilité en vertu de l'article 16 de ladite loi" et les mots "nuls et sans effet" par les mots "sans effet".

"Article 39.-
...".

Article 118.-

L'article 40 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

"Article 40.-
...".

Article 119.-

L'article 41 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

"Article 41.-
...".

CHAPITRE II. - MODIFICATIONS AU CODE JUDICIAIRE.

Article 120 (21). Dans l'article 631 du Code judiciaire, les alinéas 1er et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

"La faillite est déclarée par le tribunal compétent en vertu de l'article 5, alinéa 2, de la loi du ... sur les faillites.

(21)Article inséré à la suite de l'observation faite sous l'article 5 du projet.

.../...

Lorsque la faillite est déclarée en Belgique, les contestations qui y ont trait sont de la compétence exclusive du tribunal visé à l'alinéa 1er".

Article 121.-

L'article 764, 9E, du Code judiciaire est remplacé par la disposition suivantes :

"9Eles demandes en concordat judiciaire ... (la suite comme à l'article 116 du projet)".

Article 122.-

Dans l'article 1193 du même Code, modifié par la loi du 18 février 1981, l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

"Dans tous les cas, le requérant peut ... (la suite comme à l'article 121 du projet)".

Article 123.-

L'article 1193ter du même Code, y inséré par la loi du 18 février 1981 et modifié par la loi du 10 mars 1983, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1193ter.-

Dans le cas prévu ...

Ils y joignent ...

.../...

L'autorisation ... Celui-ci répartit le prix conformément aux articles 1639 et suivants. Le demandeur ... conformément à l'article 1031".

Article 124.-

Dans l'article 1621 du même Code, l'alinéa 1er est remplacé par l'alinéa suivant :

"Lorsqu'il existe ... (la suite comme à l'article 123 du projet)".

CHAPITRE III. - MODIFICATIONS AUX LOIS PENALES.

Article 125.-

L'intitulé de la section première du Chapitre II du titre IX du livre II du Code pénal, modifié par la loi du 10 octobre 1967, est remplacé par l'intitulé suivant : "Section première. Des infractions liées à l'état de faillite".

Article 126.-

L'article 489 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 489.-

Seront punis ... (la suite comme à l'article 124, 1E, du projet, sous réserve de mentionner la date de la loi sur les faillites (22)).

Article 127.-

Un article 489bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

"Article 489bis.-

Seront punies ... (la suite comme à l'article 124, 2E, du projet)".

Article 128.-

Un article 489ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

"Article 489ter.-

Seront punies ... (la suite comme à l'article 124, 3E, du projet)".

Article 129.-

Un article 489quater, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

(22) La même observation vaut pour la suite du projet.

"Article 489quater.-

L'action publique (la suite comme à l'article 124, 4E, du projet)" (23).

Article 130.-

Un article 489quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

"Article 489quinquies.-

Seront punis (la suite comme à l'article 124, 5E, du projet, sous réserve de remplacer les mots "même et en l'absence" par les mots "même en l'absence" dans le texte français)".

Article 131.-

Un article 489sexies, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

"Article 489sexies.-

Sera puni ... (la suite comme à l'article 124, 6E, du projet)".

(23) Cette disposition ne trouve pas une place absolument logique dans le Code pénal; on comprend que pour qu'elle ne soit pas perdue de vue, on l'ait jointe aux dispositions qui la précèdent.

.../...

Article 132.-

Dans l'article 490, alinéa 2, en projet, il y a une discordance entre le texte néerlandais qui utilise le mot "rechtsvorm" et le texte français qui ne contient pas une telle mention. Il y a lieu d'éliminer cette discordance.

Sous cette réserve, l'article 490 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 490.-

Les juridictions ... (la suite comme à l'article 124, 7E, du projet)".

Article 133.-

L'article 490bis du même Code, y inséré par la loi du 10 octobre 1967, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 490bis.-

... (la suite comme à l'article 124, 8E, du projet)".

Article 134.-

Un article 492bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

"Article 492bis.-

Seront punis ... (la suite comme à l'article 125 du projet)".

Article 135.-

A l'article 623, alinéa 1er, du Code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 7 avril 1964, les mots "s'il est banqueroutier frauduleux" sont remplacés par les mots "s'il a été condamné pour infraction à l'article 489ter du Code pénal".

CHAPITRE IV. - MODIFICATIONS AUX LOIS FISCALES.Article 136.-

Dans l'article 184bis de l'arrêté royal nE 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, y inséré par la loi du 19 juin 1986 et modifié par la loi du 22 décembre 1989, les mots "les liquidateurs et les curateurs" sont supprimés.

Article 137.-

L'article 299bis du Code des impôts sur les revenus, y inséré par la loi du 4 août 1978 et modifié par la loi du 22 décembre 1989, est complété par la disposition suivante :

"§ 8. ..." (24).

(24) L'article 299bis est divisé en paragraphes; l'avant-projet le complète par une disposition qui semble se situer en dehors de cette division.

Article 138.-

Dans l'article 318 du même Code, l'alinéa 3, remplacé par la loi du 20 juillet 1978, est abrogé.

Article 139.-

Dans l'article 88 de la loi du 3 juillet 1969 créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, modifié par la loi du 8 août 1980, le paragraphe 3 est abrogé.

CHAPITRE V. - MODIFICATIONS DIVERSES.Article 140 (25).-

Dans l'article 16 de la loi du 18 novembre 1862 portant institution des warrants, le paragraphe 1er est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. L'exercice des droits conférés au créancier gagiste, par les articles 13, 14 et 15, n'est pas suspendu par le décès du débiteur".

Article 141.-

L'article 9 de la loi du 5 mai 1872 portant révision des dispositions du Code de commerce relatives au gage et à la commission est remplacé par la disposition suivante :

(25) Texte proposé sous réserve de l'observation formulée sous l'article 26 du projet.

.../...

"Article 9.-

L'exercice des droits conférés au créancier gagiste par les articles 3 à 5 n'est pas suspendu par le décès du débiteur ou du tiers bailleur de gage".

Article 142.-

Dans l'article 12, alinéa 4, de la loi du 23 juin 1894 portant révision de la loi du 3 avril 1851 sur les sociétés mutualistes, les mots "ceux qui sont en état de faillite déclarée ou d'interdiction judiciaire, ou qui ont fait cession de biens, aussi longtemps qu'ils n'ont pas payé intégralement leurs créanciers" sont remplacés par les mots "ceux qui sont interdits; ceux qui ont été déclarés en faillite, aussi longtemps qu'ils n'auront pas payé intégralement leurs créanciers".

Article 143.-

Dans l'article 1er de l'arrêté royal nE 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions, modifié par les lois du 4 août 1978, 9 mars 1989 et 22 décembre 1990, à l'alinéa 1er, g, les mots "banqueroute simple ou frauduleuse" sont remplacés par les mots "une des infractions visées aux articles 489, 489bis et 489ter du Code pénal".

Article 144.-

.../...

A l'article 1erbis du même arrêté, y inséré par la loi du 4 août 1978, les mots "de banqueroute simple ou frauduleuse" sont remplacés par les mots "de l'une des infractions visées aux articles 489, 489bis et 489ter du Code pénal".

Article 145.-

A l'article 3bis, § 5, du même arrêté, y inséré par la loi du 4 août 1978, sont apportées les modifications suivantes :

1El'alinéa 1er est remplacé par l'alinéa suivant : "L'action est poursuivie par le ministère public";

2El'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant : "Le ministère public est entendu en ses réquisitions".

Article 146.-

A l'article 10 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, remplacé par la loi du 23 septembre 1985, les mots "En matière de concordat judiciaire, de faillite ou de demande de sursis de paiement" sont remplacés par les mots "En matière de concordat judiciaire et de faillite".

Article 147.-

Dans l'article 13 de l'arrêté royal nE 72 du 30 novembre 1939 réglementant les bourses et les marchés à terme

sur marchandises et denrées, la profession de courtiers et intermédiaires s'occupant de ces marchés et le régime de l'exception de jeu, à l'alinéa 2, le 1E est remplacé par la disposition suivante :

"1Eles faillis et les personnes condamnés pour infraction aux articles 489, 489bis et 489ter du Code pénal, sauf s'ils ont été réhabilités,".

Article 148.-

A l'article 25 des lois relatives au registre de commerce, coordonnées le 20 juillet 1964, modifié par les lois du 10 octobre 1967, du 14 juillet 1976, du 12 juillet 1989 et du 19 janvier 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1Ela division 8E est remplacée par le texte suivant :

"8E déclarant ...";

2Ela division 9E est remplacée par le texte suivant :

"9E portant ...";

3Ela division 11E est abrogée.

Article 149.-

L'article 30bis, § 2, de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, y inséré par la loi du 4 août 1978 et modifié par la loi du 6 juillet 1989, est complété par l'alinéa suivant : "La radiation ... (le reste comme à l'article 120 du projet).

Article 150.-

A l'article 310 de la loi générale relative aux douanes et accises, les mots "ou qu'il devra surseoir à ses paiements" sont supprimés.

CHAPITRE VI. - DISPOSITION ABROGATOIRE ET ENTREE EN VIGUEUR.Article 151.-

La loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis, modifiée par les lois du 31 mai 1890, du 27 juillet 1934, par l'arrêté royal nE 150 du 18 mars 1935, par les lois du 10 août 1946, du 18 mai 1956, du 29 juillet 1957, du 24 juillet 1962, du 12 avril 1965, du 10 octobre 1967, du 2 juillet 1969, du 27 mai 1974, du 17 juillet 1975, du 14 juillet 1976, du 24 mars 1978, du 19 avril 1983, du 28 mars 1985 et du 11 avril 1989, est abrogée.

Article 152.-

Les dispositions de la présente loi entrent ...".

Artikel 1.

De woorden "of de handelsvennootschap" dienen te vervallen, omdat het woord "koopman" een verzamelnaam is die zowel op de natuurlijke persoon slaat als op de handelsvennootschap.

Het door de steller van het ontwerp gemaakte onderscheid lijkt volgens hem gewettigd door het streven om de verenigingen zonder winstoogmerk uit te sluiten van de werkingssfeer van artikel 1. Indien deze echter een winstgevend doel beogen, zullen zij net zoals voorheen door de hoven en rechtbanken niet als zodanig worden erkend en door hen als vennootschappen onder firma worden beschouwd.

Derhalve gaat het in artikel 1 gemaakte onderscheid voorbij aan de bedoeling van de steller van het ontwerp, zoals blijkt uit de toelichtingen die de gemachtigde van de Minister op 18 september 1991 aan de Raad van State heeft verstrekt.

Artikel 2.

Artikel 2, dat de praktijk van de handelsonderzoeken door de rechtbank van koophandel wettelijk vastlegt, laat na de fundamentele vraagstukken aan te snijden die rijzen in verband met de organisatie, binnen een rechtbank, van diensten die ermede belast worden een onderzoek in te stellen naar zaken welke die rechtbank vervolgens zal moeten berechten.

Die vraagstukken worden met kennis van zaken behandeld door de heer KRINGS, procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, in diens openingsrede uitgesproken op de plechtige openingszitting van het Hof van Cassatie op 1 september

1986 (26). Een van die vraagstukken is of de rechter die het handelsonderzoek heeft ingesteld, zitting kan hebben wanneer over de faillietverklaring wordt beslist.

Volgens de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie moet er naar gestreefd worden iedere verwarring te voorkomen tussen de rechter die het onderzoek instelt en die welke de faillietverklaring uitspreekt.

Hij onderzoekt tevens een ander fundamenteel vraagstuk dat de Raad van State, afdeling wetgeving, reeds heeft behandeld in een advies betreffende een ontwerp van wet "tot opsporing van ondernemingen in moeilijkheden en tot bijstand in hun herstel" (27). Ter zake rijst de vraag of de met het handelsonderzoek belaste rechter de handelaar die in moeilijkheden verkeert, kan adviseren en welke de grenzen van zijn opdracht zijn.

Ten slotte wordt noch in artikel 2, noch in de tekst van het ontwerp het stelsel inzake de handelsonderzoeken geregeld (28).

(26)Journal des tribunaux, 1986, blz. 405 en volgende.

(27)Advies L. 14.893/2 van 29 november 1982, Gedr. St. Kamer, zitting 1983-1984, nr. 775/1, blz. 8 en 9.

(28)In dat opzicht onderscheidt het ontwerp zich van het ontwerp van wet "tot opsporing van ondernemingen in moeilijkheden en tot bijstand in hun herstel" waarover de Raad van State voornoemd advies L. 14.893/2 heeft verstrekt. Zo voorzag het ontwerp in de voorafgaande oproeping van de

Volgens de gemachtigde van de Minister is het de bedoeling die vraagstukken te regelen naar aanleiding van het ontwerp betreffende de hervorming van het gerechtelijk akkoord, dat thans wordt uitgewerkt.

Er dient te worden vastgesteld dat het onderhavige ontwerp omtrent die aangelegenheden slechts een voorlopige oplossing biedt en dat het niet naar aanleiding hiervan is dat de Regering en de Wetgevende Kamers zich duidelijk zullen uitspreken over de omvang van de taak van de met handelsonderzoeken belaste rechter, alsmede over de wijze waarop deze zijn taak moet uitoefenen.

Artikel 4.

Het artikel dient als volgt te worden gesteld : "De artikelen 50, tweede lid, 55 en 56 van het Gerechtelijk Wetboek zijn niet van toepassing op de vorderingen en betekeningen bedoeld in deze wet".

Artikel 5.

rechtzoekende, in de geheimhouding van het onderzoek, en in het opmaken van een proces-verbaal van het onderzoek.

Het ontwerp bepaalde voorts dat de rechter "door het nemen van bedrijfseconomische beslissingen, zich (niet) in de plaats van de schuldenaar (...) (mag stellen)".

.../...

1. Om het uitzonderlijke karakter van de aangifte te doen uitkomen zou het beter zijn in het eerste lid te schrijven :

"De faillietverklaring geschiedt bij vonnis van de rechtbank van koophandel waarbij de zaak aanhangig is gemaakt, hetzij door aangifte van de gefailleerde, hetzij op dagvaarding van een of meer schuldeisers of van het openbaar ministerie".

2. Om redenen van didactische aard behoort in de eerste volzin van het tweede lid verwezen te worden naar "de handelsvennootschap", niettegenstaande de opmerking die met betrekking tot artikel 1 is gemaakt.

Evenwel wordt voorgesteld te schrijven : "De rechtbank van koophandel bevoegd om de faillietverklaring uit te spreken is die welke gelegen is in het rechtsgebied waarbinnen de koopman op de dag van aangifte van het faillissement of van dagvaarding voor het gerecht zijn woonplaats of, indien het een handelsvennootschap betreft, zijn zetel heeft".

3. Wat de tweede volzin van het tweede lid betreft, kan het bestaan van een woonplaats in het buitenland voortvloeien hetzij uit een Belgische rechtsregel waarin de criteria voor de vaststelling van de woonplaats wordt bepaald, hetzij uit een buitenlandse rechtsregel die een woonplaats toekent in het land waarin die rechtsregel geldt. Door de hoofdvestiging in België als maatstaf aan te wenden om vast te stellen of de Belgische gerechten ter zake bevoegd zijn,

.../...

verwijst de ontworpen bepaling impliciet naar de tweede mogelijkheid; het verdient aanbeveling zulks te preciseren.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"... Indien de gefailleerde geen woonplaats in België heeft en geen enkele wet van een vreemd land hem een woonplaats in dat land toekent, is de bevoegde rechtbank die van het rechtsgebied waarbinnen de koopman zijn hoofdverblijfplaats heeft of de handelsvennootschap haar bedrijfszetel heeft".

4. Het bepaalde in het tweede lid vereist dat artikel 631 van het Gerechtelijk Wetboek wordt gewijzigd. Hierna zal een tekstvoorstel worden gedaan.

Artikel 6.

1. Het eerste lid bepaalt dat zo het volstrekt noodzakelijk blijkt, aan de koopman het beheer van diens goederen geheel of gedeeltelijk kan worden ontnomen vooraleer de faillietverklaring wordt uitgesproken.

Er behoort te worden bepaald welke gevolgen de daden hebben die zijn verricht door de gefailleerde tijdens de periode waarin het beheer hem is ontnomen. Voorts rijst de vraag wat er van die daden terechtkomt indien de rechtbank de faillietverklaring niet heeft uitgesproken binnen de in het tweede lid gestelde termijn.

.../...

Volgens de gemachtigde van de Minister kan het probleem zonder enige nieuwe bepaling als volgt worden geregeld :

- ofwel volgt op de beslissing tot ontneming van het beheer geen faillietverklaring : aan het verlies van het beheer wordt geen enkel gevolg meer gehecht;
- ofwel wordt het faillissement uitgesproken binnen een termijn van vier maanden te rekenen van de betekening van de dagvaarding tot faillietverklaring (artikel 6, tweede lid); het volstaat dan dat de rechter de datum van staking van de betalingen op zijn minst doet teruggaan tot op het tijdstip waarop de "preventieve" ontneming van het beheer is ingegaan.

Die uitleg lijkt te berusten op een verwarring tussen enerzijds de regeling inzake het verlies van het beheer, welke aanvangt om nul uur op de dag van het vonnis van faillietverklaring en die neerkomt op de onbeschikbaarheid van het vermogen, waardoor alle daden, verrichtingen of betalingen door de gefailleerde gedaan na het vonnis van faillietverklaring, nietig zijn, dat wil zeggen dat die daden niet meer kunnen worden tegengeworpen aan de boedel (29), en anderzijds de regeling inzake de verdachte periode, welke kan teruggaan tot zes maanden voor het vonnis van faillietverklaring en die tot gevolg heeft dat bepaalde daden van de gefailleerde niet kunnen worden tegengeworpen aan de boedel.

(29)VAN RYN en HEENEN, Principes de droit commercial, IV, nr. 2681.

Vermits het een verlies van het beheer betreft, lijkt het logisch te beschouwen dat het niet alleen de daden bedoeld in artikel 445 en volgende van het Wetboek van Koophandel zijn die niet meer zullen kunnen worden tegengeworpen.

Het is derhalve nodig dat in de ontworpen tekst bepaald wordt wat er te gebeuren staat met de daden van de gefailleerde in geval van preventieve ontneming van het beheer.

2. De eerste volzin van het tweede lid dient als volgt te worden gesteld : "De beschikking tot ontneming van het beheer blijft alleen gevolgen hebben inzoverre uiterlijk twee dagen na de neerlegging van het verzoekschrift een dagvaarding tot faillietverklaring aan de schuldenaar wordt betekend".

3. In de tweede volzin van hetzelfde lid dient te worden geschreven "De beslissing vervalt ..." in plaats van "De maatregel vervalt ...".

4. De laatste volzin van het tweede lid dient als volgt te worden gesteld : "Onverminderd de toepassing van artikel 25 van de wetten betreffende het handelsregister, gecoördineerd op 20 juli 1964, wordt de beslissing niet bekendgemaakt".

5. Het zou beter zijn aan het eind van het artikel te schrijven : "De krachtens dit artikel genomen beslissingen

.../...

zijn uitvoerbaar bij voorraad. De rechtsmiddelen voorgeschreven in de artikelen 1031 tot 1034 van het Gerechtelijk Wetboek kunnen tegen die beslissingen worden aangewend".

Artikel 10.

In de Nederlandse tekst van het eerste lid schrijven men "Bij het vonnis van faillietverklaring" in plaats van "Bij het faillietverklarend vonnis".

Dezelfde opmerking geldt voor het derde lid.

Het zou beter zijn het vierde lid als volgt te stellen :

"Behoudens de uitzonderingen bepaald in de wetten op het gerechtelijk akkoord, gecoördineerd op 25 september 1946, mag het tijdstip van staking van betaling niet worden vastgesteld op meer dan zes maanden vóór het vonnis van faillietverklaring".

Artikel 11.

In de Nederlandse tekst van het eerste lid schrijven men : "Het vonnis van faillietverklaring wordt ...".

In het tweede lid zou het beter zijn te schrijven : "Het exploit van betekening bevat, op straffe van nietigheid, benevens de tekst van de artikelen 12 en 13, aanmaning om

.../...

aanwezig te zijn ... op welke dag of dagen de rechter-commissaris de debatten over de betwiste schuldverderingen vaststelt".

Artikel 12.

1. In het eerste lid is het beter te schrijven : "Ieder vonnis van faillietverklaring of ieder vonnis waarbij het tijdstip van staking van betaling wordt vastgesteld, is bij voorraad en op de minuut vanaf de uitspraak uitvoerbaar".

2. Het zou eenvoudiger zijn het tweede lid als volgt te stellen : "Tegen de vonnissen bedoeld in het eerste lid kan verzet ...".

3. Zo verdient het eveneens aanbeveling om in het vierde lid te schrijven : "De termijn om hoger beroep in te stellen tegen de vonnissen bedoeld in het eerste lid, bedraagt vijftien dagen, te rekenen vanaf de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van het uittreksel bedoeld in artikel 37 of vanaf de betekening van het vonnis, indien het hoger beroep door de gefailleerde is ingesteld".

Artikel 13.

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De eiser in hoger beroep, in verzet of in derdenverzet vermeldt, op straffe van nietigheid, zijn grieven in de akte van hoger beroep, van verzet of van derdenverzet".

.../...

Artikel 15.

1. Op te merken valt dat de huidige tekst van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat op de goederen die de gefailleerde volstrekt nodig heeft voor zijn beroep (artikel 1408, 2E, van het Gerechtelijk Wetboek) tot een waarde van 10.000 frank geen beslag mag worden gedaan; derhalve valt de grens van 50.000 frank die in het tweede lid wordt vastgesteld, moeilijk daarmee in overeenstemming te brengen.

Die bepaling kan alleen worden verstaan met inachtneming van het ontwerp van wet tot wijziging van de artikelen 1408, 1409, 1410 en 1412 van het Gerechtelijk Wetboek en tot invoeging van een artikel 1409bis in datzelfde wetboek (30), waarbij die maximumgrens van 10.000 frank onder meer wordt afgeschaft.

Evenwel dient de huidige stand van de tekst waarnaar wordt verwezen, in aanmerking te worden genomen (31). Het spreekt vanzelf dat indien voornoemd ontwerp wordt afgekondigd, daarmee rekening zal moeten worden gehouden in het onderhavige ontwerp.

(30)Gedr. St. Kamer 1114 (1989-1990), nr. 1 (advies van de Raad van State L. 19.419 van 29 november 1989).

(31)Te noteren valt dat artikel 1410, § 4, eerste lid, gewijzigd is bij artikel 113 van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen (Belgisch Staatsblad van 1 augustus 1991).

2. Hoewel de strekking van het vierde lid niet uitdrukkelijk wordt aangegeven in de memorie van toelichting, lijkt het vanzelfsprekend dat die bepaling tot doel heeft tegemoet te komen aan de kritiek die de rechtsleer (32) ten aanzien van de rechtspraak (33) heeft geformuleerd.

Het bepaalde in het vierde lid keert dus de bestaande regeling van positief recht om, en daarom ook behoort die bepaling ontdaan te zijn van enige dubbelzinnigheid of onduidelijkheid. Inzonderheid dient de tekst te preciseren wat onder "toekomstige schade" moet worden verstaan. Betreft het de latere schadeloosstelling van een bestaand nadeel ? Betreft het de schadeloosstelling van een nadeel dat ontstaat na het vonnis van faillietverklaring ?

Indien het de bedoeling is van de stellers van het ontwerp om ervoor te zorgen dat geen beslag mag worden gelegd op iedere vorm (kapitaal en rente) van schadeloosstelling van een nadeel, ongeacht de aard ervan (stoffelijk of moreel), is het woord "toekomstige" overbodig.

Artikel 16.

(32) Zie inzonderheid G. de LEVAL, "L'inégalité entre saisis", *Revue générale des assurances et des responsabilités*, 1984, 10822; STORME, "Rechtspraak in opspraak", blz. 45.

(33) Cass. 26 mei 1977, Arr. Cass., 1977, blz. 988.

1. Volgens het artikel van het ontwerp zijn de handelingen die door de schuldenaar zijn verricht sinds het door de rechtbank bepaalde tijdstip van staking van betaling "met betrekking tot de boedel nietig en zonder gevolg".

Sinds de inwerkingtreding in 1851 van de faillissementswet is in de rechtsleer (34) de aandacht gevestigd op het onderscheid tussen de nietigheid en de niet-tegenwerpbaarheid. Om de nietigheid van een handeling aan te voeren, moet men er partij bij geweest zijn, onder voorbehoud van de handelingen die in strijd zijn met de openbare orde en de goede zeden. Wanneer evenwel aan een persoon een handeling wordt tegengeworpen waaraan hij geen deel heeft gehad, kan hij aanvoeren dat ze niet tegenwerpbaar is.

Veel auteurs op het gebied van handelsrecht hebben opgemerkt dat de woorden "nietig" in artikel 445 van de faillissementswet en "vernietigd" in artikel 446 slecht gekozen zijn. De in die twee artikelen bedoelde handelingen blijven immers geldig in de betrekkingen tussen de schuldenaar en de persoon die met hem heeft gehandeld; in feite kunnen ze niet aan de boedel worden tegengeworpen (35).

(34) Zie inzonderheid : DE PAGE, "Traité élémentaire de droit civil", deel I, uitgave 1962, nr. 100.

(35) Zie in verband met die terminologie inzonderheid "Les Nouvelles - Droit commercial", deel IV : "Les concordats et la faillite", 3e uitgave, Larcier, 1985, nr. 302; P. COPPENS, "Cours de droit commercial", 5e vol. : "Les faillites et les concordats", nieuwe uitgave, Cabay,

In de memorie van toelichting staat weliswaar dat "... de teksten van de huidige wet van 1851 onveranderd overgenomen (werden), wat inzonderheid toelaat de oplossingen geboden door de rechtspraak te behouden" (blz. 4).

Nochtans heeft de steller van het ontwerp de toekomstige tijd die in verscheidene artikelen van de huidige wet wordt gebruikt (inzonderheid in de artikelen 440, 441, 443, enz. ...) terecht vervangen door de tegenwoordige tijd van de aantoonende wijs. Reden te meer om een verkeerd gebruikte juridische term te vervangen door de juiste term.

Men schrijve dus naargelang van het geval "zonder gevolg voor de boedel" of "niet tegenwerpbaar aan de boedel" of nog "niet-tegenwerpbaarheid aan de boedel".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 17 van de ontworpen wet en in het algemeen voor heel het ontwerp, telkens als de woorden "nietig" of "nietigheid" worden gebruikt in de plaats van de woorden "niet tegenwerpbaar" of "zonder gevolg" of "niet-tegenwerpbaarheid".

2. De indelingen van het artikel moeten worden voorafgegaan door 1E, 2E en 3E.

Louvain-la-Neuve, 1985, blz. 746, die schrijft : "La loi s'exprime imparfaitement". Zie in dezelfde zin, J. VAN RYN en J. HEENEN, "Principes de droit commercial", deel IV, 1965, nr. 2711.

.../...

Artikel 18.

Bij de memorie van toelichting is een opmerking te maken. Daarin wordt immers gezegd dat alle wetsbepalingen en decreetbepalingen (36) die voorzien in een afwijking van artikel 447, tweede lid, als gevolg van de inwerkingtreding van het ontwerp doelloos zullen zijn geworden.

(36) Hier worden de bepalingen bedoeld die door de ontworpen tekst niet uitdrukkelijk worden opgeheven.

De bepaling in artikel 447, tweede lid, zal artikel 18, tweede lid, worden zonder dat de inhoud wordt gewijzigd.

Nu is in de rechtsleer algemeen aanvaard dat wanneer een norm verwijst naar een bepaling die later door een andere wordt vervangen, de verwijzing moet worden geacht betrekking te hebben op de bepaling die in de plaats komt van de eerste, op voorwaarde dat er tussen de vervangen bepaling en de nieuwe norm geen onverenigbaarheid bestaat of geen ongeoorloofde uitbreiding heeft plaatsgehad (37).

Aangezien het geen wijziging maar gewoon een veranderde nummering betreft, zou men daaruit kunnen afleiden dat de verklaring in de memorie van toelichting betreffende artikel 18 niet van die aard is dat ze in de weg staat aan de toepassing van de wetsbepalingen die voorzien in een afwijking van artikel 447, tweede lid. Alleen door een uitdrukkelijke wijziging zou dat resultaat kunnen worden bereikt : daartoe dienen trouwens inzonderheid de artikelen 117 en 118 van het ontwerp, die betrekking hebben op artikel 318, derde lid, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen en op artikel 88, § 3, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

(37)C. LAMBOTTE, "Technique législative et codification", Brussel, Story-Scientia, 1988, blz. 62, dat speciaal handelt over de verwijzing naar een strafrechtelijke bepaling.

Wat de wetsbepalingen betreft die vo, 'o, 'r de Staats-hervorming zijn vastgesteld in aangelegenheden die nu tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten behoren (38) of wat de decreetbepalingen betreft, is het niet alleen zo dat die bepalingen, in zoverre ze voorzien in een afwijking van artikel 447, tweede lid, van toepassing blijven (39) maar spreekt het ook vanzelf dat de wetgever niet bevoegd is om er enige wijziging in aan te brengen.

Artikel 21.

In het eerste lid van de Franse tekst schrijve men, ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst en om rekening te houden met een modernere terminologie, "dettes non échues".

Artikel 23.

(38)Zie bijvoorbeeld :

- artikel 33, § 3, van de wet van 24 december 1980 tot instelling van een bijzondere toelage voor de bevordering van nieuwbouw en vernieuwbouw van woningen;
- artikel 47undecies, § 5, van het decreet van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen, gewijzigd bij het decreet van 20 december 1989.

(39)Ongeacht welke vragen eventueel kunnen worden gesteld bij de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten ter zake.

.../...

De tekst van de memorie van toelichting betreffende het tweede lid zou moeten worden aangevuld om duidelijk te maken welke rechtsvorderingen bedoeld worden overeenkomstig de rechtsleer (40) en de huidige rechtspraak.

Het doel van de bepaling zou beter verwoord zijn als volgt :

"De beslissingen die worden gewezen omtrent de rechtsvorderingen die kunnen worden voortgezet of ingesteld tegen de gefailleerde persoonlijk, kunnen niet aan de boedel worden tegengeworpen".

Artikel 25.

Volgens de memorie van toelichting "neemt (dit artikel) de huidige tekst van artikel 453 over".

Nu wordt in de Franse tekst van het eerste lid de huidige tekst zo goed als letterlijk overgenomen maar hetzelfde geldt niet voor de Nederlandse tekst, onder meer waar de woorden "de gewone schuldeisers, die niet bevoorrecht zijn" worden gebruikt terwijl in de huidige tekst "gewone en niet bevoorrechte schuldeisers" staat.

De tekst zou beter worden geredigeerd als volgt :

(40) VAN RYN en HEENEN, "Principes de droit commercial", deel IV, nr. 2675.

"Het vonnis van faillietverklaring doet elk beslag ophouden dat ten verzoeken van gewone en niet bevoorrechte schuldeisers op de roerende en onroerende goederen van de gefailleerde is gelegd".

Artikel 26.

In de eerste twee leden wordt artikel 454 van het Wetboek van Koophandel overgenomen.

In het derde lid wordt een nieuw voorschrift ingevoerd. Het voorschrift van artikel 454 is vandaag weliswaar van toepassing op de pandhouder van de handelszaak (41), maar hetzelfde geldt niet voor de pandhoudende schuldeiser.

Artikel 9 van de wet van 5 mei 1872 betreffende het pand en de commissie (42) bepaalt immers : "De uitoefening van de rechten aan de pandhoudende schuldeiser toegekend, wordt niet geschorst door faillissement, noch door opschorting van betaling, noch door het overlijden van de schuldenaar of van de derdepandgever".

(41)"Les Nouvelles, droit commercial", deel IV, "Les concordats et la faillite", Larcier, 1985, nr. 1441.

(42)Het officiële eentalige opschrift luidt : "Loi du 5 mai 1872 portant révision des dispositions du Code de commerce relatives au gage et à la commission";

Evenzo bepaalt artikel 11 van titel VI van boek I van het Wetboek van Koophandel :

"Artikel 2 en de artikelen 4 tot en met 10 van deze titel zijn van toepassing op het pand tot zekerheid van het wettelijk voorrecht van de commissionaris of van hun geldschieters ...".

Ten slotte bepaalt artikel 16, § 1, van de wet van 18 november 1862 houdende invoering van het warrantstelsel :

"De uitoefening van de rechten aan de pandhoudende schuldeiser toegekend bij de artikelen 13, 14 en 15, wordt niet opgeschort door het faillissement, door de staat van uitstel van betaling of door het overlijden van de schuldenaar".

De stellers van het ontwerp dienen hun bedoeling kenbaar te maken omtrent de drie artikelen die hierboven in herinnering zijn gebracht en waarnaar niet wordt verwezen in artikel 26 van het ontwerp.

Onder voorbehoud van de voorgaande opmerking zou het derde lid beter worden geredigeerd als volgt :

"Het eerste lid is ook van toepassing op de rechten van de pandhoudende schuldeiser of de pandhouder van de handelszaak".

Artikel 27.

.../...

1. Om rekening te houden met de uitleg die wordt verstrekt in de memorie van toelichting, wordt voorgesteld het tweede lid te redigeren als volgt :

"Alleen advocaten ingeschreven ... kunnen op de in het eerste lid bedoelde lijst worden geplaatst. Zij moeten ten minste dertig jaar en ten hoogste vijfenzestig jaar oud zijn, aantonen dat ze een opleiding hebben genoten en garanties inzake bekwaamheid en betrouwbaarheid bieden op het gebied van vereffeningsprocedures".

2. In het derde lid schrijve men : "... die voldoet aan de voorwaarden inzake leeftijd en opleiding en de garanties biedt bedoeld in het tweede lid, als curator ...".

3. Het vierde lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

"De Koning bepaalt de procedure voor de voordracht van de gegadigden bij de rechtbank alsook de termijnen die moeten worden nageleefd bij het onderzoek van de sollicitaties".

Artikel 29.

1. Volgens de memorie van toelichting is de weglating een ernstige maatregel "wanneer (ze) niet het gevolg is van het overschrijden van een leeftijdsgrens of van de

.../...

onverenigbaarheid die het gevolg zou zijn van het niet meer vervullen van de in artikel 28 gestelde voorwaarden".

Wegens het bijzondere belang van de motivering van een nieuwe bepaling, dienen de volgende correcties te worden aangebracht in de memorie van toelichting : enerzijds moet naar artikel 27 en niet naar artikel 28 worden verwezen; anderzijds is het feit dat men niet meer voldoet aan de in artikel 27 gestelde voorwaarden geen grond van onverenigbaarheid.

2. De volgende redactie wordt voorgesteld voor artikel 29 :

"Een persoon die op de lijst staat kan worden geschrapt ter uitvoering van een vonnis dat wordt gewezen op dagvaarding door het openbaar ministerie. De debatten hebben plaats met gesloten deuren als de belanghebbende erom verzoekt".

Artikel 31.

1. In de memorie van toelichting staat dat hoger beroep uitgesloten is "als de vervanging van de curator een louter administratieve maatregel is die geen vooroordeel inhoudt t.a.v. de curator". Uit het ontworpen artikel 36 volgt evenwel dat elk hoger beroep uitgesloten is.

Dat is trouwens de huidige toestand (artikel 465, tweede lid, 1E).

.../...

De memorie van toelichting moet in dat opzicht worden herzien.

2. Aan het slot van het tweede lid van het artikel (Franse tekst) schrijve men "en audience publique" in plaats van "à l'audience publique".

3. In het derde lid zou het beter zijn te schrijven : "Het vonnis waarbij de vervanging van een curator wordt gelast, wordt door de griffier te zijner kennis gebracht".

Artikel 32.

1. Er is een gebrek aan overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst :

- in het eerste lid : "établis par un arrêté royal" in de Franse tekst en "door de Koning vastgesteld" in de Nederlandse tekst;
- in het tweede lid : "honoraires provisionnels" in de Franse tekst en "voorschotten" in de Nederlandse tekst;
- in het derde lid (43) : "sur la base de l'état de la réalisation des actifs" in de Franse tekst en "op basis van de waarde van de gerealiseerde activa" in de Nederlandse tekst.

Dat euvel dient te worden verholpen.

(43) Tweede zin van het tweede lid in de Nederlandse tekst.

.../...

2. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"De rechtbank waarbij de zaak aanhangig is gemaakt kan op eenzijdig verzoekschrift provisionele honoraria toekennen".

3. Bij het begin van de tweede zin van het tweede lid dienen de woorden "Vo, 'o, 'r sluiting van het faillissement en" te vervallen.

4. Het zou beter zijn de Nederlandse tekst van de derde zin van het tweede lid als volgt te stellen : "In geen geval kunnen voorschotten worden toegekend wanneer de curators de in artikel 33 bedoelde verslagen niet overhandigen".

Artikel 33.

In het tweede lid van de Franse tekst zou het beter zijn te schrijven : "Cet état, qui comporte l'indication des recettes, des dépenses, des répartitions ainsi que de ce qu'il reste à liquider, ...".

Artikel 34.

1. Voorgesteld wordt het eerste lid als volgt te redigeren :

.../...

"De rechter-commissaris is er in het bijzonder mee belast toezicht te houden op het beheer en op de vereffening van het faillissement en de verrichtingen ervan te bespoedigen; hij brengt op de terechtzitting verslag uit over alle geschillen waartoe het faillissement aanleiding geeft, behoudens de uitzondering waarin het zesde lid voorziet (44); hij beveelt de dringende maatregelen die noodzakelijk zijn voor het beveiligen en het bewaren van de goederen van de boedel en hij zit de vergaderingen voor van de schuldeisers van de gefailleerde".

Er is een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst van het derde lid.

2. Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst schrijve men in het zesde lid van de Franse tekst :

"Le juge-commissaire ne fait pas rapport sur les contestations de créances renvoyées au tribunal après ...".

Artikel 35.

In de Franse tekst vervange men het woord "inspection" door het woord "connaissance".

(44)en niet het vijfde lid zoals in het ontwerp staat.

Artikel 36.

1. Het zou beter zijn de eerste volzin van het eerste lid als volgt te stellen :

"Tegen de vonnissen in faillissementszaken, die niet het vonnis van faillietverklaring en het vonnis tot vaststelling van de datum van ophouding van betaling zijn, staat beroep open overeenkomstig het Gerechtelijk Wetboek".

2. De inleidende volzin van het tweede lid moet als volgt worden gesteld :

"Geen verzet of hoger beroep staat open tegen :".

3. De onderverdelingen van het tweede lid moeten worden ingeleid met 1E, 2E, 3E ... in de plaats van met 1, 2, 3 ...

De opmerking geldt ook voor artikel 37, tweede lid, artikel 70 en artikel 124 (ontworpen artikelen 489, 489bis, 489ter en 490).

In de bepaling onder 4, die 4E wordt, is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst.

*

.../...

Het zou beter zijn het opschrift van afdeling II van hoofdstuk III als volgt te redigeren : "Formaliteiten en beheer van het faillissement".

*

Artikel 37.

In het derde lid vervange men in de Nederlandse tekst de woorden "uittreksel is" door de woorden "de genoemde uittreksels zijn".

*

Artikel 38.

1. De streepjes moeten worden vervangen door 1E, 2E, 3E ...

2. In de bepaling na het eerste streepje (dat 1E wordt) vervange men in de Nederlandse tekst het woord "gelijkvormig" door de woorden "voor eensluidend verklaard". De opmerking geldt ook voor de bepaling na het derde streepje (dat 3E wordt).

.../...

3. In de bepaling na het derde streepje (dat 3E wordt) is de verwijzing verkeerd. Men schrijve "krachtens artikel 41, derde en vierde lid".

4. In de bepaling na het vierde streepje (dat 4E wordt) schrijve men : "... en de in artikel 41 bedoelde boedelbeschrijving;".

5. Het zou beter zijn in de bepaling na het zevende streepje (dat 7E wordt) te schrijven : "de door de curators opgemaakte verslagen en uitdelingslijsten, bedoeld in de artikelen 33 en 51.".

6. In het tweede lid zou het beter zijn te schrijven :

"Elke belanghebbende kan kosteloos inzage nemen van het dossier en kan er een kopie van krijgen mits hij de griffierechten betaalt".

Artikel 39.

1. Inzake verzegeling bevat het ontwerp geen bepaling die vergelijkbaar is met die van artikel 466.

De bepalingen terzake bevinden zich in artikel 39, eerste lid, in fine, tweede lid en derde lid, alsmede in

.../...

artikel 41, vierde lid (en niet in artikel 42 zoals in artikel 39 staat geschreven).

Die verspreiding maakt het begrijpen van de aldus ingevoerde regeling nog moeilijker. De gemachtigde van de Minister gaat ermee akkoord om van die bepalingen een afzonderlijk artikel te maken waarvan paragraaf 2 zou gevormd worden door de tekst van artikel 41, vierde lid.

Artikel 39 zou bijgevolg uit twee leden bestaan, waarvan het eerste de eerste volzin van de ontworpen tekst zou bevatten en het tweede de tweede volzin, met uitzondering van de tekst die begint met de woorden "en indien daartoe grond bestaat ...".

Het afzonderlijke artikel betreffende de verzegeling moet worden ingedeeld in twee paragrafen.

Paragraaf 1 zou een eerste lid bevatten, luidende :

"Indien daartoe grond bestaat vorderen de curators dadelijk de verzegeling, op de wijze bepaald in paragraaf 2".

De volgende leden zouden het tweede en het derde lid van artikel 39 zijn.

Paragraaf 2 zou de tekst van artikel 41, vierde lid, bevatten.

.../...

2. In de eerste volzin van het eerste lid schrappen men in de Franse tekst het woord "préalablement" dat overbodig is.

3. In het tweede lid (in de Nederlandse tekst de derde volzin) schrijven men "De zegels kunnen worden aangebracht op de magazijnen, de kantoren, de kassen, de portefeuilles, de boeken, de magneetdragers, inzonderheid de informaticadragers en de roerende goederen van de gefailleerde".

4. In de laatste volzin van het artikel vervangen men het woord "desgevallend" door de woorden "in voorkomend geval".

5. Zoals in de Franse tekst dele men het artikel in in drie leden".

Artikel 40.

Veeleer dan te verwijzen naar de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, verdient het de voorkeur in het artikel zelf de regels te formuleren die van toepassing zijn op de plaatsopneming.

De uitdrukking "bij analogie" moet hoe dan ook worden geschrapt.

.../...

Artikel 41.

1. In de eerste zin van het eerste lid schrijve men "onverwijld" in de plaats van "zonder onderbreking".

2. Het zou beter zijn de tweede zin van hetzelfde lid als volgt te stellen :

"De rechter-commissaris ondertekent de beschrijving na uitdrukkelijk te hebben vermeld dat hij heeft toegezien op de regelmatigheid ervan".

3. In de derde zin van hetzelfde lid dient in de Franse tekst het woord "ainsi" als overbodig te vervallen.

In de Nederlandse tekst dient de derde zin te worden gesteld als volgt :

"De ondertekende beschrijving wordt ter griffie van de rechtbank neergelegd om te worden gevoegd bij het faillissementsdossier".

4. Het tweede lid zou beter als volgt worden gesteld :

"In de beschrijving worden elk van de in artikel 15, tweede lid, bedoelde goederen afzonderlijk beschreven".

.../...

5. De Nederlandse tekst van het derde lid zou beter als volgt worden gesteld :

"De curators kunnen zich, met machtiging van de rechter-commissaris, voor het opmaken van de boedelbeschrijving alsmede voor het schatten van de voorwerpen, de materiële bewaring van de activa en de verkoop ervan, onder hun verantwoordelijkheid laten bijstaan door degene die zij daartoe geschikt achten".

6. Wat het vierde lid betreft wordt verwezen naar opmerking nr. 1 onder artikel 39.

Artikel 42.

Overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek schrijven men "de in artikel 41 voorgeschreven vormen" in plaats van "de in het vorige artikel voorgeschreven vormen".

Artikel 43.

1. De eerste volzin moet een afzonderlijk lid vormen; de twee volgende zinnen vormen dan een tweede lid.

.../...

2. In weerwil van het feit dat in het artikel 491 wordt overgenomen, zou het beter zijn in de Franse tekst aan het slot van het eerste lid te schrijven "qui, au pied dudit inventaire, déclarent s'en charger", zoals in de Nederlandse tekst.

3. Ter wille van de overeenstemming met de Franse tekst zou het beter zijn de laatste volzin als volgt te redigeren : "Indien nodig worden de archieven hun op eenvoudig verzoek en tegen ontvangstbewijs terugbezorgd".

Artikel 44.

1. Zoals het artikel is gesteld zou het de indruk kunnen wekken dat de curators op elk ogenblik van het faillissement de lopende overeenkomsten zouden kunnen uitvoeren of zouden kunnen weigeren ze uit te voeren. Als men het tweede lid van het artikel en de memorie van toelichting erop naleest, ligt dat duidelijk niet in de bedoeling van de stellers van het ontwerp.

Bijgevolg wordt voorgesteld het eerste en het tweede lid als volgt te stellen :

"Het komt de curators toe te beslissen of zij de overeenkomsten die gesloten zijn vo,'o,'r de datum van het vonnis van faillietverklaring en waaraan door dat vonnis geen einde wordt gemaakt, al dan niet verder uitvoeren.

.../...

De partij die de overeenkomst heeft gesloten met de gefailleerde kan de curators aanmanen om die beslissing binnen vijftien dagen te nemen. Indien de curators geen beslissing nemen wordt de overeenkomst ontbonden; de schuldvordering van de schade die eventueel verschuldigd zou zijn aan de medecontractant wegens de niet-uitvoering, wordt opgenomen in de boedel".

2. Het zou beter zijn de tekst van het derde lid als volgt te stellen :

"Indien de curators beslissen de overeenkomst uit te voeren heeft de medecontractant recht, ten laste van de boedel, op de uitvoering van zijn schuldvordering voor wat de periode na het faillissement betreft".

Artikel 45.

1. In het eerste lid wordt niets vermeld over de gevolgen van de beslissing van de werknemer om overeenkomstig lid 1 de overeenkomst te beëindigen.

De tekst moet op dat punt worden aangevuld.

Het eerste lid zou beter als volgt worden gesteld :

"De curators en de werknemers kunnen de arbeids-overeenkomsten voor bepaalde of voor onbepaalde tijd beëindigen".

.../...

2. In het tweede lid dienen de stellers van het ontwerp duidelijk te maken wat dient te worden verstaan onder "gekende werknemers" en op grond van welk document zij geacht zullen worden gekend te zijn.

Voor het overige wordt voorgesteld het tweede lid als volgt te redigeren :

"Indien de curators binnen vijftien dagen na het faillissement de ... werknemers bij ter post aangetekende brief niet ervan in kennis stellen dat de arbeidsovereenkomst wordt beëindigd, duurt die overeenkomst voort en de curators kunnen ze slechts beëindigen met een opzegging van zes weken, onder voorbehoud van de in het derde lid bepaalde rechten van de werknemers".

3. Het slot van het derde lid is de herhaling van een beginsel dat in de hypothecaire wet is geformuleerd. De woorden "en kan hij, in voorkomend geval, voor dit bedrag onder de bevoorrechte schuldeisers worden opgenomen" moeten vervallen.

De Nederlandse tekst van het derde lid zou beter als volgt worden gesteld : "Indien de arbeidsovereenkomst door de werknemer of door de curators wordt beëindigd binnen vijftien dagen na het faillissement, heeft de werknemer recht op de vergoedingen die verschuldigd zijn wegens verbreking van de arbeidsovereenkomst".

.../...

4. Volgens de memorie van toelichting "(gelden) die beginselen (geformuleerd in het tweede en het derde lid) zowel voor de beschermde als voor de niet beschermde werknemers, anders dan hetgeen werd beslist door Cassatie 15 februari 1988 (Arr. Cass. 1987-1988, nr. 367)". Dat arrest betreft een ander probleem : het betreft de vraag of de curator ertoe gehouden is het paritair comité te raadplegen vooraleer hij een beschermd werknemer ontslaat. Het Hof antwoordt daar ontkennend op wanneer de curator er wegens een rechterlijke beslissing toe gehouden is alle personeelsleden tegelijkertijd of kort na elkaar te ontslaan; dat is evenwel niet het geval wanneer een beslissing er zich toe bepaalt de faillietverklaring te doen zonder zich uit te spreken over de voortzetting van een handelsactiviteit.

Het ligt voor de hand dat artikel 45 eveneens van toepassing is op de beschermde werknemers. De verwijzing naar het voormelde arrest van het Hof van Cassatie moet bijgevolg vervallen.

Artikel 46.

De eerste volzin zou beter als volgt worden gesteld :

"Indien het belang van de schuldeisers daaraan niet in de weg staat, kan de rechtbank, op verzoek van iedere belanghebbende, op verslag van de rechter-commissaris en na de curators te hebben gehoord, machtiging verlenen opdat de

.../...

handelsverrichtingen van de gefailleerde voorlopig, geheel of gedeeltelijk worden voortgezet door de curators of, onder hun toezicht, door de gefailleerde of door een derde.

De laatste volzin zou beter als volgt worden geredigeerd : "Op verzoek van de curators of van iedere belanghebbende en op verslag van de rechter-commissaris, kan de rechtbank die maatregel te allen tijde wijzigen of herroepen".

Artikel 50.

Men schrijve "de bedragen die de rechter-commissaris in aanmerking heeft genomen" in plaats van "de bedragen die de rechter-commissaris heeft begroot".

Aan het slot van het artikel dient het woord "onverminderd" vervangen te worden door de woorden "onder voorbehoud van".

Artikel 51.

Het tweede lid zou juister zijn indien het als volgt wordt geredigeerd :

"De aan de curatoren bij wijze van honoraria of bij wijze van provisionele honoraria verschuldigde bedragen, bedoeld in artikel 32, alsmede hun onkosten en verschotten, worden hun betaald op basis van een door de rechter-commissaris geviseerde lijst".

.../...

Artikel 52.

Het eerste lid van het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"De gefailleerde of de bestuurders en zaakvoerders van de gefailleerde vennootschap zijn gehouden gevolg te geven aan alle oproepingen die zij ontvangen van de rechter-commissaris of van de curators en verstrekken hun alle vereiste inlichtingen".

Artikel 56.

De tweede volzin zou een afzonderlijk lid moeten vormen zoals in de tekst van artikel 487.

Artikel 58.

In de tweede volzin moet de onvoltooid tegenwoordige tijd van de aantonende wijs worden gebruikt zoals de stellers die doorheen geheel het ontwerp hebben gebruikt.

Artikel 60.

Wil het beginsel van de persoonsgebonden aard van de strafvervolgingen nageleefd worden, dan dient de uitdrukking die in artikel 52 voorkomt te worden gebruikt en dient men te

.../...

schrijven : "Indien de gefailleerde of de bestuurders en zaakvoerders van de gefailleerde vennootschap vervolgd worden wegens een strafbaar feit bepaald in de artikelen 489, 489bis of 489ter van het Strafwetboek, of indien er tegen hen ..."

Artikel 61.

1. Om in alle mogelijke gevallen te voorzien, zou het beter zijn het begin van het artikel als volgt te stellen :

"Om in aanmerking te kunnen komen voor een uitdeling alsmede om enig recht van voorrang te kunnen uitoefenen, zijn de schuldeisers gehouden de aangifte van ... uiterlijk op de door het vonnis van faillietverklaring bepaalde dag. Op verzoek levert de griffier een ontvangstbewijs af".

In verband met het al dan niet weglaten van het woord "zelf" wordt verwezen naar de opmerking onder artikel 86 van het ontwerp.

2. Het tweede lid zou eenvoudiger kunnen worden gesteld als volgt :

"De schuldeisers worden daartoe verwittigd door de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad en door een rond-

.../...

schrijven dat hun door de curators wordt toegezonden zodra die schuldeisers bekend zijn".

Artikel 63.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"Onder voorbehoud van de toepassing van de internationale verdragen, bevat de aangifte van de schuldeiser die zijn woonplaats niet heeft in een lidstaat van de Europese Gemeenschap, ...".

Artikel 64.

In de Franse tekst zou de tweede volzin juist zijn indien hij als volgt wordt gesteld :

"Les titres des créances sont rapprochés des livres et écritures du failli".

Artikel 65.

In de laatste volzin van de Franse tekst schrijven men "des livres du failli" in plaats van "de ses livres".

.../...

Artikel 66.

In de Franse tekst schrijve men aan het slot van het artikel "par le greffier".

Artikel 67.

1. In het tweede lid schrijve men in de Franse tekst "fixe" in plaats van "fixera".

2. Het zou beter zijn het derde lid als volgt te stellen :

"Indien de curators het bedrag van een aangegeven schuldvordering of van een ingeroepen recht van voorrang betwisten, brengen zij de betrokken schuldeisers daarvan onmiddellijk op de hoogte bij ter post aangetekende brief; deze brief houdt oproeping in om voor de rechtbank te verschijnen ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 68.

In het tweede lid schrijve men "bezwaren" in plaats van "tegenspraken".

Aan het begin van het derde lid schrijve men in de Franse tekst "contient" in plaats van "contiendra".

.../...

Aan het slot van het derde lid zou het beter zijn te schrijven "teneinde uitspraak te horen doen over de schuldvordering waartegen bezwaar is ingebracht".

Artikel 69.

De laatste zin van het eerste lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Tegen het vonnis staat geen verzet open".

Artikel 70.

De indelingen moeten worden genummerd met 1E, 2E, 3E.

Artikel 73.

1. De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat het duidelijker zou zijn de eerste drie leden in een paragraaf 1 samen te brengen, waarbij het vierde en het vijfde lid respectievelijk paragraaf 2 en paragraaf 3 worden.

2. Door te bepalen dat de naleving van voorwaarden "door elke belanghebbende" kan worden vervolgd, vormt het vijfde

.../...

lid een belangrijke uitzondering op het beginsel van de relatieve werking van overeenkomsten.

De steller van het ontwerp zou in de tekst zelf - of op zijn minst in de memorie van toelichting - moeten bepalen welke derden de naleving van voorwaarden mogen eisen (de schuldeisers van de gefailleerde ?, het personeel ?).

Hoe het ook zij, het zou beter zijn de woorden "de belanghebbende derden" te gebruiken in plaats van "elke belanghebbende".

Artikel 74.

In de Franse tekst zou het beter zijn te schrijven "sous leur surveillance".

Artikel 75.

In de passage van de memorie van toelichting die aan artikel 75, eerste lid, is gewijd, staat te lezen dat "het artikel (bepaalt) dat de rechter-commissaris steeds schuldeisers mag bijeenroepen".

Bijgevolg schrijve men in het eerste lid : "De rechter-commissaris kan steeds een vergadering ... (voorts zoals in het eerste lid).

.../...

2. In het tweede lid is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst. De Franse tekst zou aan de Nederlandse tekst moeten worden aangepast door aan het begin van het lid de woorden "Au surplus" ("Daarenboven") toe te voegen.

3. De tweede zin van het derde lid moet worden geredigeerd als volgt :

"Die beschikking wordt ten minste acht dagen vóór de datum van de vergadering in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt op verzoek van de griffier".

De Franse tekst moet daarmee in overeenstemming worden gebracht.

Artikel 76.

De tweede zin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Elke betaling die wordt verricht op bevel of met de toestemming van de rechter-commissaris heeft voor de curatoren kwijting tot gevolg".

Artikel 78.

.../...

De Franse tekst van de eerste zin van het derde lid zou beter worden geredigeerd als volgt : "Le reliquat du compte fait l'objet de la dernière répartition".

Artikel 79.

1. In het tweede lid schrijve men :

"De rechter-commissaris doet aan de rechtbank in raadkamer mededeling van het besluit van de schuldeisers over de verschoonbaarheid van de gefailleerde en brengt verslag uit over de omstandigheden van het faillissement. De rechtbank Tegen de beslissing over de verschoonbaarheid kan binnen een maand te rekenen vanaf de bekendmaking derdenverzet worden gedaan door de gefailleerde en door de individuele schuldeisers".

2. Het derde lid zou juister geredigeerd zijn als volgt :

"De rechtbank kan beslissen dat het vonnis waarbij de sluiting van het faillissement wordt bevolen, wordt bekendgemaakt op de wijze bepaald in artikel 37. Het vonnis moet bekendgemaakt worden ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 80.

.../...

Als de stellers van het ontwerp andere leiders op het oog hebben dan de organen van de gefailleerde vennootschap, zou de Nederlandse tekst, waarin het woord "bestuurders" ("administrateurs") wordt gebruikt, moeten worden aangepast.

Artikel 81.

Het tweede lid moet worden geredigeerd als volgt :

"Indien hij niet verschoonbaar is verklaard, krijgen de schuldeisers het recht terug om hun vordering tegen zijn goederen individueel in te stellen".

Artikel 86.

Het ontworpen artikel 86 bepaalt : "Alle schuldeisers al dan niet bevoorrecht worden in de boedel ingeschreven".

Als men de memorie van toelichting en vooral de Nederlandse tekst ervan leest, ziet het ernaar uit dat het artikel uitsluitend tot doel heeft de verplichting te formuleren die voortaan op alle schuldeisers zal rusten, Belgische of buitenlandse, openbare of particuliere, bevoorrechte of niet, en die erin bestaat zich bekend te maken opdat de curator rekening kan houden met hun schuldvordering.

Naar de gemachtigde van de Minister evenwel heeft verklaard, wil men met het ontworpen artikel ertoe komen dat

.../...

de schorsing van de individuele vervolging ook zou gelden voor de bijzondere bevoorrechte schuldeisers en de hypothecaire schuldeisers.

De artikelen 88 en 101 van de ontworpen wet ontkrachten die interpretatie door te bepalen dat de pandhouder (artikel 88) en de hypothecaire schuldeiser (artikel 101) het roerende of onroerende goed dat te hunnen voordele met een recht van voorrang is bezwaard, kunnen doen verkopen.

Die tegenstrijdigheden moeten worden weggewerkt want ze zijn niet verenigbaar met de rechtszekerheid die nodig is in een collectieve vereffeningsprocedure.

Als het de bedoeling van de Regering is, zoals de Nederlandse tekst van de memorie van toelichting aangeeft, dat de bijzondere bevoorrechte schuldeisers en de hypothecaire schuldeisers louter hun schuldvorderingen moeten aangeven, dient de redactie van het onderzochte artikel en die van artikel 23 van het ontwerp te worden herzien om alle dubbelzinnigheid op te heffen; de memorie van toelichting dient op dat punt ook explicieter te worden gemaakt.

Als de Regering daarentegen, ondanks de bovenvermelde passage van de memorie van toelichting, de schorsing van de individuele vervolging toepasselijk zou willen verklaren op de bijzondere bevoorrechte schuldeisers en op de hypothecaire schuldeisers, zou het ontworpen artikel anders moeten worden opgevat en moeten worden herschreven.

.../...

Bovendien zou in dat geval het woord "zelf" in de tekst van artikel 61, eerste lid, van het ontwerp moeten vervallen en zouden de artikelen 88 en 101 van het ontwerp moeten worden herzien.

Artikel 88.

Er wordt verwezen naar de opmerking die onder artikel 86 is gemaakt.

Artikel 101.

In verband met het eerste, het tweede en het vierde lid van het artikel van het ontwerp wordt verwezen naar de opmerking die onder artikel 86 is gemaakt.

Artikel 109.

In het tweede lid is het niet nodig te herhalen dat de vennoot van een vennootschap onder firma hoofdelijk verbonden is.

Voor het overige zou het lid beter worden geredigeerd als volgt :

"Indien hij vennoot is van een vennootschap onder firma, kan hij geen rehabilitatie verkrijgen dan na te hebben bewezen dat alle ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Titel IV. - Diverse bepalingen.

Bij de diverse bepalingen staan opheffingsbepalingen en wijzigingsbepalingen in een soms verspreide volgorde. Zo voorziet artikel 117 in de opheffing van artikel 318, derde lid, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen, terwijl artikel 119 artikel 299bis van hetzelfde Wetboek aanvult.

Het Gerechtelijk Wetboek wordt gewijzigd door de artikelen 116, 121, 122 en 123.

Artikel 124 vervangt de artikelen 489, 490 en 490bis van het Strafwetboek en voegt er artikelen 489bis tot 489sexies in, terwijl artikel 125 er een artikel 492bis invoegt.

.../...

De titel zou duidelijker zijn als hij in hoofdstukken zou worden verdeeld. De wijzigingsbepalingen zouden voorafgaan aan de opheffingsbepaling en aan het artikel betreffende de inwerkingtreding.

Zonder dat een strikte chronologische volgorde in acht hoeft te worden genomen in de opeenvolgende hoofdstukken, dienen de wijzigingen van de wetten op het gerechtelijk akkoord, van de strafwetten, van het Gerechtelijk Wetboek en van de belastingwetten na elkaar te komen, gevolgd door een geheel van diverse bepalingen.

Sommige wijzigingen, in het bijzonder die welke betrekking hebben op de wetten van 18 november 1862, 5 mei 1872, 23 juni 1894, 15 juni 1935 en op de algemene wet inzake douane en accijnzen (coördinatie van 18 juli 1977), zijn slechts voorgestelde wijzigingen, onder voorbehoud dat ze in overeenstemming zijn met de bedoeling van de stellers van het ontwerp.

Een tekst in die zin wordt hierna voorgesteld.

*

CONCORDANTIETABEL VAN DE BEPALINGEN VAN HET
ONTWERP EN DE VOORGESTELDE TEKSTEN.

.../...

<u>Ontwerp</u>	<u>Voorgestelde teksten</u>
Artikel 115	Artikel 151
Artikel 116	Artikel 121
Artikel 117	Artikel 138
Artikel 118, eerste lid	Artikel 139
Artikel 118, tweede lid	Artikel 136
Artikel 119	Artikel 137
Artikel 120	Artikel 149
Artikel 121	Artikel 122
Artikel 122	Artikel 123
Artikel 123	Artikel 124
Artikel 124, 1E	Artikel 126
Artikel 124, 2E	Artikel 127
Artikel 124, 3E	Artikel 128
Artikel 124, 4E	Artikel 129
Artikel 124, 5E	Artikel 130
Artikel 124, 6E	Artikel 131
Artikel 124, 7E	Artikel 132
Artikel 124, 8E	Artikel 133
Artikel 125	Artikel 134
Artikel 126	Artikel 148
Artikel 127	Artikel 147
Artikel 128	Artikel 143
	Artikel 144
Artikel 129	Artikel 145
	Artikel 115
	Artikel 116
	Artikel 117
	Artikel 118
	Artikel 119
Artikel 130	Artikel 135
Artikel 131	Artikel 152

*

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN BETREFFENDE HOOFDSTUK I

.../...

HOUDENDE WIJZIGING VAN DE WETTEN OP HET GERECHTE-
LIJK AKKOORD.

De wetten op het gerechtelijk akkoord, gecoördineerd op 25 september 1946, bevatten bepalingen die afkomstig zijn uit de wet van 29 juni 1887 ter voorkoming van het faillissement, en uit de wet van 10 augustus 1946 op het gerechtelijk akkoord.

Aangezien de wet van 29 juni 1887 dateert van vo, 'o, 'r de inwerkingtreding van de wet van 18 april 1898 betreffende het gebruik der Vlaamse taal in de officiële bekendmakingen, en vermits naderhand geen enkele officiële Nederlandse tekst van de wet van 29 juni 1887 is vastgesteld, vertonen de op 25 september 1946 gecoördineerde teksten niet dezelfde authenticiteit.

In die teksten hebben alleen de bepalingen van de wet van 10 augustus 1946 en de wetgevende bepalingen die na die wet zijn tot stand gekomen een officiële tekst in het Frans en in het Nederlands. De gecoördineerde artikelen die de tekst overnemen van de wet van 29 juni 1887, hebben alleen in het Frans een officiële tekst, en de Nederlandse tekst is slechts een niet-officiële vertaling ontleend aan het besluit van 9 september 1940 van de Secretaris-generaal van het Ministerie van Justitie en van de Secretaris-generaal van het Ministerie van Financiën betreffende het gerechtelijk akkoord (45).

(45) Aan dat besluit van de Secretarissen-generaal is bij de besluitwet van 5 mei 1944 tijdelijke geldigheid verleend, welke twaalf maanden na de volledige bevrijding van het

Artikel 129 van het ontwerp van faillissementswet voorziet in de wijziging van de artikelen 35, 38 en 41, alsmede in de vervanging van de artikelen 39 en 40.

De vervanging van de artikelen 39 en 40 doet geen enkele moeilijkheid rijzen.

Daarentegen is het niet aangewezen in de artikelen 35, 38 en 41, waarvan de Nederlandse tekst niet authentiek is, gedeeltelijke wijzigingen aan te brengen waarvan de Franse en de Nederlandse tekst wel authentiek zijn. De Nederlandse redactie van de aldus gewijzigde teksten zou een hybridisch karakter vertonen.

Derhalve dienen de artikelen 35, 38, 39, 40 en 41 te worden vervangen.

Voor titel IV wordt de volgende redactie voorgesteld :

HOOFDSTUK I. -WIJZIGINGEN IN DE WETTEN OP HET GERECHTELIJK
AKKOORD.

grondgebied een einde heeft genomen, met name op 15 februari 1946; een besluit van de Regent van 12 februari 1946, gegrond op de besluitwet van 5 mei 1944, heeft voor een geldigheidsduur van zes maanden "de op 20 December 1945 door de Kamer goedgekeurde bepalingen (...) overgenomen, nadat zij met die van de wet van 20 (lees : 29) Juni 1887 werden gecoördineerd".

.../...

"Artikel 115.-

Artikel 35 van de wetten op het gerechtelijk akkoord, gecoördineerd op 25 september 1946, wordt vervangen als volgt :

"Artikel 35.-

De borgen en alle door het akkoord verbonden schuldeisers kunnen de nietigverklaring ervan eisen, hetzij op grond van een na de homologatie uitgesproken veroordeling wegens een van de strafbare feiten omschreven in de artikelen 489, 489bis en 489ter van het Strafwetboek, hetzij op grond van na de homologatie ontdekt bedrog door verberging van het actief of opdrijving van het passief.

In beide gevallen kan de rechtbank op het enkele verslag van de rechter-commissaris, de schuldenaar en de borgen gehoord of behoorlijk opgeroepen, het akkoord nietig verklaren en het faillissement uitspreken.

De nietigverklaring van het akkoord bevrijdt de borgen van rechtswege".

Artikel 116.-

Artikel 38 van dezelfde wetten wordt vervangen als volgt :

"Artikel 38.-

Ingeval de schuldenaar failliet gaat binnen zes maanden na de ontbinding van het akkoord, kan, in afwijking

.../...

van artikel 10 van de faillissementswet, het tijdstip van de staking van betaling gesteld worden op de dag waarop het akkoord werd aangevraagd.

Zonder gevolg zijn alle handelingen die de schuldenaar zonder machtiging van de rechter-commissaris heeft verricht in gevallen waarin die machtiging vereist is, onverminderd de niet-tegenwerpbaarheid krachtens artikel 16 van bovengenoemde wet".

Artikel 117.-

Artikel 39 van dezelfde wetten wordt vervangen als volgt :

"Artikel 39.-

Schuldeisers wier schuldvorderingen voor het akkoord zijn ontstaan, treden opnieuw in al hun rechten, doch alleen ten aanzien van de gefailleerde; hun schuldvorderingen mogen in de boedel echter niet worden opgenomen dan in de volgende verhouding : indien zij van het toegezegde percent niets hebben ontvangen, ten belope van het geheel; indien zij een deel van dat percent hebben ontvangen, ten belope van het deel van hun oorspronkelijke schuldvorderingen dat overeenstemt met het deel van het percent dat zij niet ontvangen hebben".

Artikel 118.-

Artikel 40 van dezelfde wetten wordt vervangen als volgt :

.../...

"Artikel 40. -

Met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van honderd frank tot vijfhonderdduizend frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die, op enigerlei wijze, opzettelijk een gedeelte van zijn actief verbergt of zijn actief overdrijft, om de bewilliging in het akkoord te verkrijgen of te vergemakkelijken.

Hij wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en met geldboete van honderd frank tot vijfhonderdduizend frank of met een van die straffen alleen :

1Ewanneer hij willens en wetens bij de raadpleging een of meer personen doet of laat optreden wier schuldvorderingen verdicht of overdreven zijn;

2Ewanneer hij willens en wetens een of meer gegevens heeft weggelaten uit de lijst van zijn schuldeisers".

Artikel 119. -

Artikel 41 van dezelfde wetten wordt vervangen als volgt :

"Artikel 41. -

Met gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en met geldboete van honderd frank tot vijfhonderdduizend frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die, zonder

.../...

schuldeiser te zijn, op bedrieglijke wijze aan de raadpleging over het akkoord deelneemt of die, schuldeiser zijnde, zijn schuldvorderingen overdrijft, en hij die, hetzij met de schuldenaar, hetzij met enig ander persoon, bijzondere voordelen bedingt voor zijn wijze van stemmen bij de raadpleging over het akkoord, of die een bijzondere overeenkomst aangaat, waaruit voor hem een voordeel voortvloeit ten laste van het actief van de schuldenaar".

HOOFDSTUK II. - WIJZIGINGEN IN HET GERECHTELIJK WETBOEK.

Artikel 120 (46).-

In artikel 631 van het Gerechtelijk Wetboek worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :

"De faillietverklaring geschiedt door de rechtbank bevoegd krachtens artikel 5, tweede lid, van de faillissementswet van

Geschiedt de faillissementsverklaring in België, dan behoren de desbetreffende geschillen uitsluitend tot de bevoegdheid van de rechtbank bedoeld in het eerste lid".

Artikel 121.-

Artikel 764, 9E, van het Gerechtelijk Wetboek wordt vervangen als volgt :

(46)Artikel ingevoegd ten gevolge van de opmerking gemaakt met betrekking tot artikel 5 van het ontwerp.

.../...

"9Ede vorderingen tot verkrijging van een gerechtelijk akkoord, tot faillietverklaring, tot verdaging van de datum van s taking van betaling, alsook de rechtsplegingen tot opheffing van het faillissement".

Artikel 122.-

In artikel 1193 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 18 februari 1981, wordt het derde lid vervangen als volgt :

In alle gevallen kunnen de verzoekers, om reden van bijzondere omstandigheden en met instemming van de vrederechter, hetzij in de verkoopsvoorwaarden vermelden, hetzij ter zitting beslissen dat de formaliteit van het hoger bod niet wordt toegepast".

Artikel 123.-

Artikel 1193ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 februari 1981 en gewijzigd bij de wet van 10 maart 1983, wordt vervangen als volgt :

"Artikel 1193ter.-

In het geval van artikel 1190 kunnen de curators aan de rechtbank van koophandel de machtiging vragen om uit de hand te verkopen. De curators leggen aan de rechtbank het door een notaris, aangewezen door de rechter-commissaris, opgemaakt ontwerp van verkoopakte voor, onder opgave van de redenen waarom de verkoop uit de hand geboden is.

.../...

Hierbij voegen zij een schattingsverslag, opgemaakt door de door hen aangewezen deskundige, en een getuigschrift van de hypotheekbewaarder, na de faillietverklaring opgesteld, met vermelding van de bestaande inschrijvingen en alle overschrijvingen van een bevel of een beslag betreffende ... voorwaarden, zoals een minimum-verkoopprijs.

De machtiging ... geschieden door de ambtelijke tussenkomst van de notaris die ze heeft opgesteld. Hij verdeelt de prijs overeenkomstig de artikelen 1639 en volgende. Hoger beroep ... zoals bepaald in artikel 1031".

Artikel 124.-

In artikel 1621 van hetzelfde Wetboek wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"Wanneer er ... (voorts zoals in artikel 123 van het ontwerp)".

HOOFDSTUK III. - WIJZIGINGEN IN DE STRAFWETTEN.

Artikel 125.-

Het opschrift van afdeling I van boek II, titel IX, hoofdstuk II, van het Strafwetboek, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt vervangen door het volgende opschrift :

.../...

"Afdeling I. Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement".

Artikel 126.-

Artikel 489 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Artikel 489.-

Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van honderd frank tot honderdduizend frank of met een van die straffen alleen worden gestraft de kooplieden die zich in staat van faillissement bevinden in de zin van artikel 1 van de faillissementswet, of de bestuurders, in rechte of in feite, van handelsvennootschappen die zich in staat van faillissement bevinden, die :

1Ezonder voldoende tegenprestatie, ten behoeve van derden met inachtneming van de financiële toestand van de onderneming te aanzienlijke verbintenissen hebben aangegaan;

2Ezonder wettig verhinderd te zijn, verzuimd hebben de verplichtingen gesteld bij artikel 52 van de faillissementswet na te leven (met dien verstande dat de datum van de faillissementswet behoort te worden aangegeven (47))".

Artikel 127.-

(47)Die opmerking geldt eveneens voor het vervolg van het ontwerp.

.../...

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 489bis ingevoegd, luidende :

"Artikel 489bis.-

Met gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en met geldboete van honderd frank tot vijfhonderdduizend frank of met een van die straffen alleen worden gestraft de personen bedoeld in artikel 489 die :

1E met het oogmerk ... beneden de koers of toegestemd hebben in leningen ... verschaffen;

2E verdichte uitgaven ... of geen verantwoording hebben verschaft van het bestaan of van de aanwending van de activa of een gedeelte ervan, zoals zij uit de boekhoudkundige stukken blijken op de datum van staking van betaling, en van alle goederen, van welke aard ook, die zij naderhand zouden verkregen hebben;

3E ... (zoals in het ontwerp);

4E met hetzelfde oogmerk verzuimd hebben binnen de bij artikel 8 van de faillissementswet gestelde termijn aangifte te doen van het faillissement, wetens verzuimd hebben naar aanleiding van de aangifte van het faillissement de inlichtingen vereist bij artikel 9 van dezelfde wet te verstrekken, wetens naar aanleiding van de aangifte van het faillissement of naderhand, op de aanvragen van de rechter-commissaris of van de curators, onjuiste inlichtingen hebben verstrekt".

.../...

Artikel 128.-

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 489ter ingevoegd, luidende :

Artikel 489ter.-

Met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van honderd frank tot vijfhonderdduizend frank worden gestraft de in artikel 489 bedoelde personen die ... schaden :

1E... (zoals in het ontwerp);

2Ede boeken of bescheiden ... verdwijnen; poging tot die wanbedrijven wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot drie jaar en met geldboete van honderd frank tot vijfhonderdduizend frank.

Zij die zich aan die wanbedrijven of aan poging daartoe schuldig hebben gemaakt, kunnen bovendien veroordeeld worden tot ontzetting van rechten overeenkomstig artikel 33".

Artikel 129.-

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 489quater ingevoegd, luidende :

"Artikel 489quater.-

De strafvordering ter zake van de strafbare feiten omschreven in de artikelen 489, 489bis en 489ter wordt vervolgd

.../...

los van enige vordering die bij de rechtbank van koophandel mocht zijn ingesteld. Nochtans kan de staat van faillissement voor de strafrechter niet worden betwist wanneer hij vastgesteld is bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing van de rechtbank van koophandel of van het hof van beroep" (48).

Artikel 130.-

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 489quinquies ingevoegd, luidende :

"Artikel 489quinquies.-

Met gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en met geldboete van honderd frank tot vijfhonderdduizend frank of met een van die straffen alleen worden gestraft zij die bedrieglijk :

1Ein het belang van de faillietverklaarde koopman of handelsvennootschap, zelfs zonder de medewerking van de koopman of van de bestuurders, in rechte of in feite, van de vennootschap, de activa geheel of ten dele wegnemen, verbergen of helen;

2E... (zoals in het ontwerp)".

Artikel 131.-

(48)Die bepaling heeft geen absoluut logische plaats in het Strafwetboek; het is derhalve begrijpelijk dat zij gevoegd wordt bij de bepalingen die eraan voorafgaan, opdat zij niet uit het oog wordt verloren.

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 489sexies ingevoegd, luidende :

"Artikel 489sexies.-

Met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van honderd frank tot vijfhonderdduizend frank wordt gestraft de curator die zich schuldig maakt aan ontrouw in zijn beheer. Hij wordt daarenboven veroordeeld tot teruggave en schadeloosstelling die aan de boedel is verschuldigd. De schuldige kan bovendien veroordeeld worden tot ontzetting van rechten overeenkomstig artikel 33".

Artikel 132.-

In het ontworpen artikel 490, tweede lid, bestaat er een discrepantie tussen de Nederlandse tekst waarin het woord "rechtsvorm" gebruikt wordt en de Franse tekst waarin zulke melding niet staat. Deze discrepantie moet weggewerkt worden.

Met dit voorbehoud, wordt artikel 490 van hetzelfde Wetboek vervangen als volgt :

"Artikel 490.-

Alle arresten ... in het Belgisch Staatsblad.

Het uittreksel bevat :

1Ede naam, de voornamen, de plaats en datum van geboorte, alsmede het adres en het inschrijvingsnummer in het handelsregister, van de veroordeelden en, in voorkomend geval, de handelsnaam of de benaming en de zetel van de faillietverklarde

.../...

handelsvennootschappen waarvan zij in rechte of in feite bestuurder zijn;

2E... (zoals in het ontwerp);

3Ede strafbare feiten ... straffen; wanneer, wegens eenheid van opzet, een enkele straf is uitgesproken uit hoofde van een van voornoemde strafbare feiten en uit hoofde van andere strafbare feiten vermelden de uittreksels alle strafbare feiten die met deze enige straf worden gestraft".

Artikel 133.-

Artikel 490 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt vervangen als volgt :

"Artikel 490bis.-

Met gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en met geldboete van honderd frank tot vijfhonderdduizend frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die bedrieglijk zijn onvermogen heeft bewerkt en aan de op hem rustende verplichtingen niet heeft voldaan.

Dat de schuldenaar zijn onvermogen heeft bewerkt, kan ... heeft willen maken.

Ten aanzien van de derde die mededader of medeplichtige is, vervalt de strafvordering wanneer hij de hem overhandigde goederen teruggeeft".

.../...

Artikel 134.-

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 492bis ingevoegd, luidende :

"Artikel 492bis.-

Met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van honderd frank tot vijfhonderdduizend frank worden gestraft de bestuurders, in feite of in rechte, van handelsvennootschappen en burgerlijke vennootschappen, alsook van verenigingen zonder winstoogmerk, die van de goederen of van het krediet van de rechtspersoon bedrieglijk een gebruik maken waarvan zij wisten dat het strijdig was met diens belangen, en wel voor eigen doeleinden of om een ander rechtspersoon of een andere onderneming te bevoordelen waarin zij rechtstreeks of onrechtstreeks belang hebben. De schuldigen kunnen daarenboven veroordeeld worden tot ontzetting van hun rechten overeenkomstig artikel 33".

Artikel 135.-

In artikel 623, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering, gewijzigd bij de wet van 7 april 1964, worden de woorden "in geval van bedrieglijke bankbreuk" vervangen door de woorden "indien hij veroordeeld is wegens overtreding van artikel 489ter van het Strafwetboek".

HOOFDSTUK IV. - WIJZIGINGEN IN DE FISCALE WETTEN.Artikel 136.-

.../...

In artikel 184bis van het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, ingevoegd bij de wet van 19 juni 1986 en gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, worden de woorden "de vereffenaars en curatoren" geschrapt.

Artikel 137.-

Artikel 299bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1978 en gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, wordt aangevuld als volgt :

"§ 8. De schrapping van een aannemer na faillissement heeft eerst gevolgen vanaf het tijdstip waarop de beslissing aan de curators is bekendgemaakt. De beslissing kan eerst worden genomen nadat de curators behoorlijk zijn opgeroepen of gehoord" (49).

Artikel 138.-

In artikel 318 van hetzelfde Wetboek wordt het derde lid, vervangen bij de wet van 20 juli 1978, opgeheven.

Artikel 139.-

(49) Artikel 299bis is verdeeld in paragrafen; in het voorontwerp wordt het aangevuld met een bepaling die buiten die indeling lijkt te vallen.

.../...

In artikel 88 van de wet van 3 juli 1969 tot invoering van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, wordt paragraaf 3 opgeheven.

HOOFDSTUK V. - WIJZIGINGEN VAN VERSCHILLENDE AARD.

Artikel 140 (50).-

In artikel 16 van de wet van 18 november 1862 houdende invoering van het warrantstelsel wordt paragraaf 1 vervangen als volgt :

(50) Tekst voorgesteld onder voorbehoud van de opmerking gemaakt met betrekking tot artikel 26 van het ontwerp.

"§ 1. De uitoefening van de rechten aan de pandhoudende schuldeiser toegekend bij de artikelen 13, 14 en 15, wordt niet geschorst door het overlijden van de schuldenaar".

Artikel 141.-

Artikel 9 van de wet van 5 mei 1872 houdende herziening van de bepalingen van het Wetboek van koophandel betreffende het pand en de commissie wordt vervangen als volgt :

"Artikel 9.-

De uitoefening van de rechten aan de pandhoudende schuldeiser toegekend bij de artikelen 3 tot 5, wordt niet geschorst door het overlijden van de schuldenaar of van de derde-pandgever".

Artikel 142.-

In artikel 12, vierde lid, van de wet van 23 juni 1894 houdende herziening van de wet van 3 april 1851 op de maatschappijen van onderlinge bijstand, worden de woorden "Zij die in staat van verklaarde failliet of van rechterlijke ontzegging verkeren of die afstand van goederen hebben gedaan, zolang zij hun schulden niet ten volle betaalden" vervangen door de woorden "Zij die van hun rechten zijn ontzet; zij die faillietverklaard zijn, zolang zij hun schuldeisers niet volledig hebben betaald".

Artikel 143.-

.../...

In artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken, gewijzigd bij de wetten van 4 augustus 1978, 9 maart 1989 en 22 december 1990, worden in het eerste lid, g, de woorden "enkelvoudige of bedrieglijke bankbreuk" vervangen door de woorden "een van de strafbare feiten omschreven in de artikelen 489, 489bis en 489ter van het Strafwetboek".

Artikel 144.-

In artikel 1bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1978, worden de woorden "enkelvoudige of bedrieglijke bankbreuk" vervangen door de woorden "een van de strafbare feiten omschreven in de artikelen 489, 489bis en 489ter van het Strafwetboek".

Artikel 145.-

In artikel 3bis, § 5, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1978, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1Ehet eerste lid wordt vervangen als volgt : "De vordering wordt door het openbaar ministerie ingesteld";

2Ehet vierde lid wordt vervangen als volgt : "Het openbaar ministerie wordt gehoord in zijn vorderingen".

Artikel 146.-

In artikel 10 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, vervangen bij de wet van 23 september 1985, worden de woorden "Ter zake van gerechtelijk akkoord, van faillissement of van verzoek tot uitstel van betaling" vervangen door de woorden "Ter zake van gerechtelijk akkoord en faillissement".

Artikel 147.-

In artikel 13 van het koninklijk besluit nr. 72 van 30 november 1939 tot regeling van de beurzen voor de termijnhandel in goederen en waren, van het beroep van de makelaars en tussenpersonen die zich met deze termijnhandel inlaten en van het regime van de exceptie van spel wordt het tweede lid, 1E, vervangen als volgt :

"1Ede gefailleerden en de personen die veroordeeld zijn wegens overtreding van de artikelen 489, 489bis en 489ter van het Strafwetboek, behalve indien zij gerehabiliteerd zijn;".

Artikel 148.-

In artikel 25 van de wetten betreffende het handelsregister, gecoördineerd op 20 juli 1964, gewijzigd bij de wetten van 10 oktober 1967, 14 juli 1976,, 12 juli 1989 en 19 januari 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1Eonderdeel 8E wordt vervangen als volgt :

"8Etot faillietverklaring ... tot uitspraak van de opheffing van het faillissement, tot uitspraak van de sluiting

van de faillissementsverrichtingen, tot vaststelling ..." (voorts zoals in het ontwerp);

2Eonderdeel 9E wordt vervangen als volgt :

"9Etot veroordeling wegens de strafbare feiten bedoeld ... (voorts zoals in het ontwerp)";

3Eonderdeel 11E wordt opgeheven.

Artikel 149.-

Artikel 30bis, § 2, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1978 en gewijzigd bij de wet van 6 juli 1989, wordt aangevuld als volgt : "De schrapping van een aannemer na faillissement heeft eerst gevolgen vanaf het tijdstip waarop de beslissing aan de curators is bekendgemaakt. De beslissing kan eerst worden genomen nadat de curators behoorlijk zijn opgeroepen of gehoord".

Artikel 150.-

In artikel 310 van de algemene wet inzake douane en accijnzen worden de woorden "of zijn betalingen moet schorsen" geschrapt.

HOOFDSTUK VI. - OPHEFFINGSBEPALINGEN EN INWERKINGTREDING.

.../...

Artikel 151.-

De wet van 18 april 1851 op het faillissement, de bankbreuk en de opschorting van betaling, gewijzigd bij de wetten van 31 mei 1890, 27 juli 1934, het koninklijk besluit nr. 150 van 18 maart 1935, de wetten van 10 augustus 1946, 18 mei 1956, 29 juli 1957, 24 juli 1962, 12 april 1965, 10 oktober 1967, 2 juli 1969, 27 mei 1974, 17 juli 1975, 14 juli 1976, 24 maart 1978, 19 april 1983, 28 maart 1985 en 11 april 1989, wordt opgeheven.

Artikel 152.-

De bepalingen van deze wet treden in werking op de data die de Koning bepaalt en uiterlijk twaalf maanden na de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad.

De verplichting, voorgeschreven bij artikel 75, om jaarlijks een vergadering bijeen te roepen, geldt alleen voor de faillissementen die na de inwerkingtreding van dit artikel worden uitgesproken".

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

J. DE GAVRE,

P. GOTHOT

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. I. KOVALOVSKY, auditeur adjoint.

Les notes du Bureau de coordination ont été rédigées par M. C. LAMBOTTE, premier référendaire, et par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. I. KOVALOVSKY, adjunct-auditeur. De nota's van het Coördinatiebureau werden opgesteld door de H. C. LAMBOTTE, eerste referendaris, en door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

J.-J. STRYCKMANS.